



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Théorie économique et économie politique agraire

Nicholas Georgescu-Roegen

Citer ce document / Cite this document :

Georgescu-Roegen Nicholas. Théorie économique et économie politique agraire. In: Économie rurale. N°71, 1967. L'Europe et ses échanges agricoles. pp. 51-76;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1967.1963>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1967_num_71_1_1963

Fichier pdf généré le 08/05/2018

THEORIE ECONOMIQUE ET ECONOMIE POLITIQUE AGRAIRE *

par Nicholas GEORGESCU-ROEGEN

Professeur d'Economie Politique à la Vanderbilt University, Tennessee (U.S.A.)

Selon des études récentes, plus de 1,3 milliard d'humains vivent encore dans une économie de subsistance, c'est-à-dire comme paysans — et la plupart dans un état voisin de la famine. L'Asie et l'Afrique qui, ensemble, représentent plus de 60 % de la population du monde, ne produisent qu'approximativement 30 % de la production agricole mondiale. Des estimations modérées montrent que pour satisfaire les besoins alimentaires stricts de la population mondiale tout entière, il faudrait augmenter la production d'aliments d'au moins de 30 % [55] (1). Pourtant, ni l'importance de l'économie paysanne, ni l'insuffisance de nourriture, ne constituent une situation économique particulière à notre époque.

En dépit de tout cela, l'étude de l'économie agraire — terme par lequel nous entendons non pas simplement une économie agricole, mais une économie agricole surpeuplée — a eu une histoire plutôt malheureuse. Les économistes classiques n'avaient aucun intérêt à étudier les économies non-capitalistes. D'autre part, les marxistes attaquèrent le problème avec leur impétuosité caractéristique, mais ils partirent d'idées préconçues sur les lois de l'économie paysanne. Seule une école peu connue

— l'agrarianisme — se proposa d'étudier l'économie paysanne et rien de plus. Malheureusement, une aversion carrément affichée pour toute analyse quantitative a empêché les agrariens de construire une vraie théorie de leur sujet et, par conséquent, de se faire comprendre en dehors de leur propre cercle. Il reste les économistes de l'école moderne qui ne s'intéressent plus seulement à la théorie de l'équilibre général. Ceux-ci n'ont commencé que tout récemment à se préoccuper des économies non-capitalistes, après que des événements aient mis en lumière sur la scène internationale l'étroite relation entre situation politique précaire et développement des économies « arriérées ».

L'économie agraire reste donc une réalité sans théorie. L'immense intérêt que présente l'adoption d'une politique économique saine dans les pays où existe une surpopulation paysanne, montre qu'une telle théorie est aujourd'hui plus urgente que jamais. Mais nul ne peut prétendre présenter, dans les limites d'un article, la théorie d'une réalité aussi complexe que l'économie paysanne. Notre but, beaucoup plus modeste, est de mettre en relief les caractères principaux qui différencient une économie agricole surpeuplée d'une économie développée. Dans l'analyse qui suit, nous avons essayé d'employer les outils analytiques rendus familiers par la théorie économique classique. La brève critique historique qui précède l'analyse théorique, sert à replacer cette dernière dans une meilleure perspective, particulièrement en ce qui concerne ses implications de politique économique.

(*) Cette traduction de l'article « Economic Theory and Agrarian Economics », dont l'original a paru dans *Oxford Economic Papers*, XII (1960), pp. 1-40, est publiée avec l'aimable permission de l'Oxford University Press.

(1) Les chiffres entre crochets renvoient à la bibliographie.

THEORIE, REALITE ET POLITIQUE ECONOMIQUE

Théorie et réalité

Une théorie n'est qu'un fichier *logique* de nos connaissances dans un domaine phénoménologique donné (2). Seules les mathématiques, parce qu'elles

(2) Cela ne signifie pas que la théorie n'ait pas d'autres rôles, mais ces rôles dérivent de son essence logique.

traitent des propriétés de l'objet indéfini, ont été placées, depuis Aristote, dans une catégorie à part. Toute théorie doit correspondre à un certain domaine de la réalité. C'est la difficulté de toute science que de circonscrire avec précision ce domaine. Où finit la physique et où commence la chimie, où finit l'économie politique et où commence l'éthique ? Nous voulons cependant examiner ici une question

extrêmement simple en rapport avec le domaine propre d'une théorie. Est-il possible qu'une théorie économique décrive d'une manière satisfaisante le système capitaliste et puisse être également utilisée pour analyser un autre système économique, le système féodal par exemple ?

Cette question ne se pose pas dans les sciences physiques, car il n'existe pas de raisons de penser que la matière se comporte aujourd'hui autrement que dans le passé. Par contre, nous savons très bien que les sociétés humaines changent avec le temps et le lieu. Certes, une école soutient encore que ces variations représentent des cas particuliers d'un archétype et que, par conséquent, tous les phénomènes sociaux peuvent être contenus dans une théorie unique. Il n'y a pas lieu ici d'insister sur les points faibles des diverses tentatives faites en ce sens. Mentionnons que les théories ainsi élaborées n'échouent pas pour d'autres raisons et qu'elles ne sont qu'une collection de généralités sans valeur opérationnelle. Comme l'a judicieusement remarqué Kautsky, « Dans son *Capital*, Marx s'est proposé d'étudier en détail les formes de la production capitaliste [et non pas] les formes de production communes à toutes les sociétés, parce que dans la plupart des cas une telle étude générale ne pourrait amener qu'à des banalités » ([26] p. 1). Pour qu'une théorie économique soit opérationnelle, en d'autres termes, pour qu'elle puisse servir de guide à la politique économique, elle ne doit viser qu'un seul type d'économie.

Seule la base axiomatique d'une théorie économique peut révéler la réalité particulière décrite par la théorie. Ainsi, la théorie classique décrit le processus économique d'une société dans laquelle l'individu se comporte d'une façon *strictement hédoniste*. L'entrepreneur cherche le plus grand profit monétaire, et chaque marchandise peut être échangée sur le marché à des prix uniformes, et seulement de cette façon. De son côté, la théorie marxiste se réfère à une économie caractérisée par l'appropriation monopolistique des moyens de production par une classe, par l'existence d'entrepreneurs intéressés seulement à produire de l'argent, par des marchés aux prix uniformes pour tous les biens, et par une complète indépendance entre les facteurs économiques et démographiques (3). A des degrés différents, ces deux bases axiomatiques représentent, sans doute, les traits principaux du système

(3) En fait, l'hypothèse d'une « armée de réserve » permanente implique tout simplement que l'offre de la main-d'œuvre correspondant au taux du salaire égal au minimum de subsistance est « illimitée », à court terme aussi bien qu'à long terme. On se rappelle que, pour l'école classique, cette offre est illimitée seulement à long terme quand les facteurs démographiques ont le temps d'agir (voir note 27).

capitaliste (4). Loin d'être contradictoires, les deux théories sont complémentaires dans le sens du principe de la complémentarité de Bohr (5). C'est précisément à cause de cela que l'on peut parler de Marx comme de « la fleur de l'économie classique » (Terence Mac Carthy [32], p. XI).

Il est encore plus important de constater que les bases axiomatiques des deux théories, classique et marxiste, contiennent des principes culturels différents. En fait, cela est vrai pour toute théorie économique, car ce qui caractérise un système économique, ce sont ses institutions et non pas la technologie qu'il emploie. Sinon, nous n'aurions aucune raison de différencier le communisme du capitalisme et, en même temps, nous devrions considérer le capitalisme d'aujourd'hui et le capitalisme d'il y a cinquante ans, comme deux systèmes complètement différents.

Si la théorie économique caractérise un système économique exclusivement par ses principes culturels, il est évident que les théories marxiste et classique ne peuvent servir à analyser une société d'où les institutions capitalistes sont totalement ou partiellement absentes. Même si une proposition de l'une de ces théories est vraie dans une économie non-capitaliste, sa véracité doit être établie à nouveau dans chaque cas, soit par l'analyse des faits, soit par une déduction logique partant de fondements axiomatiques. Les concepts développés par ces deux théories ne peuvent être employés sans discernement pour décrire d'autres systèmes économiques. Parmi les quelques concepts susceptibles d'un emploi général, il y a la fonction de production et les notions qui en dérivent. Ce fait s'explique par sa nature purement physique. Mais la plupart des notions purement économiques ne peuvent pas être transposées ; celle de « classe sociale » constitue, peut-être, la seule exception pour la simple raison qu'elle est inséparable de la notion de société. Tout cela ne veut pas dire que les théories marxiste et classique n'ont aucune valeur pour l'analyste. Elles nous enseignent par voie d'exemples comment formuler des questions pertinentes et comment reconnaître, parmi tous les facteurs, les plus importants. Elles restent, en définitive, les seules théories achevées que nous possédions jusqu'à présent. L'erreur des économistes classiques ou marxistes est de les avoir utilisées non comme mo-

(4) La proposition marxiste de la plus-value a été laissée de côté parce que, on le verra plus tard, cette proposition appartient au féodalisme, non pas au capitalisme.

(5) Ce principe, par lequel Bohr [5] chercha à résoudre les difficultés rencontrées au cours des découvertes modernes de la physique, affirme que la réalité « ne peut pas être comprise dans une seule image » et que « seule la totalité des phénomènes épuise toutes les informations possibles sur les objets ».

dèles théoriques, mais comme descriptions valables dans n'importe quelle réalité économique, en particulier pour étudier une économie agraire surpeuplée.

Une réalité sans théorie

Comme il a souvent été remarqué, les économistes se sont en général intéressés aux seuls problèmes économiques de leur propre société (6). C'est la société elle-même qui les a toujours poussés à être beaucoup plus opportunistes que les autres hommes de science. La science économique est passée de l'état purement descriptif (taxonomique) à la forme théorique précisément à l'époque où le féodalisme de l'Europe occidentale cédait rapidement sa place au capitalisme ; ainsi le capitalisme devint tout naturellement l'unique objet d'étude des premiers théoriciens économiques. Mais alors pourquoi ne s'est-il pas trouvé d'économiste en occident pour formuler une théorie au sujet d'une des économies non-capitalistes avec lesquelles l'occident entretient d'étroites relations ? La seule explication de cette omission réside dans l'extrême difficulté qu'a un observateur à découvrir les racines culturelles d'une société autre que celle à laquelle il appartient. Et, comme nous l'avons suggéré plus haut, la connaissance intuitive des principaux traits culturels d'une communauté est indispensable pour jeter les fondements d'une théorie de son économie.

Par sa nature même, le village paysan est le milieu le moins propice à une activité scientifique moderne. L'homme de science a été ainsi obligé de choisir la cité, mais de là, il n'a aucune possibilité d'observer la vie d'une communauté paysanne. Londres, par exemple, offre « une vue favorable... pour observer la société bourgeoise » — circonstance très appréciée par Marx [34]. Mais il n'existe même pas un trou de serrure par lequel observer une économie paysanne. Même si le futur économiste est issu d'une famille paysanne, il doit tôt ou tard quitter le village pour aller à l'école de la ville. Ainsi, il devient un citoyen comme les autres et, dans cette métamorphose, perd presque tout de sa compréhension de la société paysanne. Rien d'étonnant alors que, pour Marx ainsi que pour d'autres économistes occidentaux (surtout pour ceux appartenant à une nation sans paysans), le paysan apparaisse comme une créature mystérieuse, étrange, parfois même troublante [25]. Pourtant personne n'a manifesté le mépris sans limites que Marx a eu pour les paysans.

(6) La preuve la plus éloquente en est la vogue dont jouit actuellement le problème du développement économique parmi les économistes occidentaux ; le développement des nations sous-développées constitue aujourd'hui, pour les économies avancées, un problème économique aussi important que pour les autres.

Selon Marx, les paysans ne constitueraient même pas une classe sociale ; ils ne seraient au fond qu'un « sac de pommes de terre ». Dans le *Manifeste Communiste* il a dénoncé aux quatre coins du monde « l'idiotie de la vie rurale ». Mais, ces hyperboles marxistes mises à part, il y a, comme nous allons le voir, un raisonnement sans faille derrière l'attitude de Marx envers les paysans.

La différence qui existe entre la philosophie de la cité industrielle et celle de la campagne agricole a également attiré l'attention des poètes et des sociologues (7). Cependant, peu de sociologues ont compris que cette différence ne consiste pas simplement à passer d'une église à une autre, mais qu'elle touche tous les actes concrets de production, de distribution, ainsi que de justice sociale. La nature vivante impose à l'*homo agricola* des contraintes tout à fait différentes de celles qu'offre la matière inerte à l'*homo faber*.

Tout d'abord, aucun parallélisme n'existe entre les lois concernant les échelles de la production en agriculture et en industrie. On peut faire croître du blé dans un pot ou élever de la volaille dans une petite basse-cour, mais aucun bricoleur ne peut construire une automobile avec les seuls outils de son atelier. Pourquoi donc faudrait-il que l'échelle optima en agriculture soit celle d'une énorme « fabrique en plein-air » ?

Deuxièmement, le facteur temps joue un rôle complètement différent dans les deux sortes d'activités. A l'aide de procédés mécaniques, nous pouvons réduire le temps nécessaire pour tisser un mètre de drap, mais nous n'avons pas encore réussi à réduire la durée de gestation des animaux, ni, dans une mesure appréciable, le temps nécessaire à l'arrivée à maturité des plantes. De plus, l'activité agricole est soumise à un rythme immuable, tandis qu'en manufacture on peut facilement remettre au lendemain ce que l'on ne veut pas faire le jour-même. Troisièmement, il y a entre les deux secteurs une différence qui touche aux fondements de la loi, tant discutée, des rendements décroissants (dans le sens évolutif). Pour les besoins industriels, l'homme a réussi à maîtriser les sources d'énergie les unes après les autres, du vent à l'atome ; mais pour l'espèce d'énergie nécessaire à la vie même, il dépend encore complètement des sources les plus « primitives », les animaux et les plantes de son milieu. Ces observations suffisent à montrer pourquoi la philosophie du laboureur diffère de celle de l'habitant de la cité, et aussi pourquoi l'agriculture et l'industrie ne peuvent pas être soumises aux mêmes lois. Que des découvertes futures

(7) Dans la littérature occidentale, Oswald Spengler [46] est probablement l'auteur le mieux connu pour avoir attribué une grande valeur historique à cette différence.

puissent donner à la vie le même dénominateur qu'à la matière inerte est, pour le présent, une question assez controversée et non moins spéculative.

Selon toute probabilité, la plus grande erreur de Marx est de n'avoir pas reconnu que l'agriculture et l'industrie obéissent à des lois différentes. Cette erreur l'a conduit à soutenir que la loi de la concentration s'applique aussi bien à l'agriculture qu'à l'industrie [35].

Ainsi que nous l'avons dit, Marx n'a eu aucune occasion d'observer une économie paysanne, ni même la vie agricole. Et dans sa vaste activité littéraire, rien n'indique qu'il ait jamais étudié une agriculture non-capitaliste ([25] p. XII, et [13] p. 16). L'analyse de la rente du sol dans le *Capital* est entièrement basée sur la production capitaliste, même dans le très bref passage que Marx a consacré à l'agriculture paysanne ([35] chapitre XLVII, sec. 5).

De toute façon, aucune aberration théorique n'a été réfutée par les développements historiques d'une manière aussi prompte et aussi catégorique que la loi marxiste de la concentration en agriculture [50]. Pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, les recensements, les uns après les autres, ont mis en lumière le fait qu'en agriculture la concentration décroissait continuellement tandis que les paysans, au lieu de se prolétarianiser, devenaient en plus grand nombre des propriétaires. Comme se lamentait Kautsky lui-même, « c'était le nombre des capitalistes, non pas celui des prolétaires, qui allait en croissant ». Comme ce phénomène a eu lieu dans des pays capitalistes et sans aucune pression, la loi de la concentration en agriculture en est d'autant plus condamnée sans appel. Tous, sauf les ultra-orthodoxes marxistes, ont accepté ce fait. « Les douloureuses expériences de la doctrine marxiste » — Veblen a ainsi caractérisé la réfutation de la loi de la concentration — peuvent être mieux évaluées à la lumière de l'article de foi hégélienne qui se trouve à la base de la doctrine marxiste. Selon celui-ci, il n'est pas dans le pouvoir de l'homme de changer le cours de l'histoire. Marx partit de cette idée pour soutenir que le socialisme doit être naturellement suscité par l'évolution des rapports de production, et non parce que les intérêts de la classe ouvrière seraient, en quelque sens, plus importants que ceux des capitalistes. Marx lui-même ridiculisa ceux qui voulaient ériger la plateforme socialiste sur des bases « non-scientifiques », telle une meilleure justice sociale. Mais selon l'hégélianisme marxiste, l'homme peut accélérer la marche de l'histoire et abrégé ainsi les périodes douloureuses de la croissance. Toute politique économique rationnelle doit être basée sur l'acceptation de l'inévitable. Comme l'inévitable était, pour les socialistes, la concentration en agriculture, ceux-ci furent amenés à accueillir avec enthousiasme toute mesure tendant à pro-

létarianiser les paysans, car une telle mesure devait hâter l'avènement du socialisme. Mais les paysans ne voulaient pas entendre parler de leur prolétarianisation, aussi les partis socialistes se trouvèrent-ils rejetés partout par les masses paysannes. L'insuccès sur le front électoral et les preuves toujours plus nombreuses à l'encontre de la théorie marxiste, finirent par déclencher la crise interne connue sous le nom de « Question Agraire ». Au congrès de Francfort (1894) et de Breslau (1895), cette question faillit détruire l'unité du parti [16] [25] (8). L'unité fut officiellement sauvée, mais la question continua à rendre difficile la vie du marxisme. A la fin, Marx lui-même fut manifestement troublé par la montée des preuves écrasantes et des critiques. Durant les deux dernières années de sa vie, il s'efforça péniblement de modifier sa théorie, mais pas au point de mettre en danger l'action politique qu'il avait mise en mouvement et à laquelle il est resté fidèle jusqu'au bout (9). Naturellement, un désir aussi contradictoire ne pouvait pas se réaliser. Après la mort de Marx, le parti a fait de grands efforts pour étouffer la question agraire. Ses membres ont vacillé entre l'opportunisme léniniste — qui leur conseillait de proclamer bruyamment que nul n'a l'intention d'écraser le paysan — et diverses circonvolutions dialectiques visant à prouver qu'il y a concentration mais dans un sens tout à fait nouveau (10).

(8) L'ouvrage de Kautsky est particulièrement important parce qu'il parut peu de temps après le congrès de Breslau, où Kautsky eut un rôle capital dans la défaite de la motion « déviationniste ». La pensée de Gatti est intéressante car elle représente la position des anciens socialistes passés ensuite au point de vue non-marxiste en agriculture.

(9) La concession publique de Marx, quoique un peu voilée, se trouve dans la préface de l'édition russe du *Manifeste Communiste* (1882) ([36] p. 355).

Une expression plus claire de déviation de « la ligne marxiste » se trouve dans une lettre que Marx écrit en 1881 à Vera Zaslouitch et dans laquelle il répondait à une question précise concernant la nécessité d'accélérer la prolétarianisation du paysan russe. Malheureusement, la lettre n'a été publiée par l'Institut Marx-Engels qu'en 1924, alors que la lutte entre les marxistes russes et leurs adversaires appartenait déjà au passé [37].

On sait aussi que, dans ses dernières années, Marx tâcha d'apprendre le russe (apparemment aussi le turc) afin d'étudier les sources originales de l'Europe orientale sur les problèmes agraires ([36] p. 353). Pour plus d'une raison, il était déjà trop tard.

(10) Le meilleur exemple de cette sorte d'efforts est offert par Kautsky dans *La question agraire*. Il y soutint que, même si la loi de la concentration n'est pas valable quant à l'étendue de la propriété foncière, elle est valable pour la propriété globale étant donné qu'un nombre toujours croissant de propriétaires ont plusieurs sources de revenu. Puis, il jeta tout par-dessus bord en déclarant que l'agriculture paysanne doit disparaître de toute façon parce que l'échelle optima est celle des latifundia.

La question agraire a été ainsi maintenue en veilleuse jusqu'au moment où Staline décida de la résoudre en déclarant la guerre sainte contre les paysans, guerre dont le néo-marxisme est devenu depuis quasi-synonyme.

Il est difficile de ne pas reconnaître dans cette décision importante les conséquences du mépris de Marx pour les paysans. En fait, ce mépris a constitué un ferment durable pour la pensée des chefs marxistes. Même Engels parla de la nécessité pour le prolétariat « d'écraser tout soulèvement de masse des paysans » ([37] p. 219).

Quoi qu'il en soit, la guerre stalinienne, qui par le nombre de ses victimes dépassa toutes les précédentes, n'aurait pu trouver un ressort suffisant sans la différence des états d'esprit citadin et paysan. Elle ne pouvait non plus s'appuyer sur le slogan « piller les riches » parce que, dans les régions justement où le stalinisme s'était répandu jusqu'alors, la classe bourgeoise-capitaliste était relativement faible et le paysan riche presque une rareté.

C'est un fait bien connu que les intérêts de la ville sont en conflit avec ceux de la campagne. Mais les « ciseaux » des prix agricoles et industriels n'en constituent qu'un aspect. Pour s'en faire une idée complète, il faut se rappeler que les aliments sont indispensables à la vie, tandis que les produits industriels n'ont qu'une importance secondaire, quelques-uns étant même superflus. Le problème vital de la communauté industrielle est donc d'obtenir des aliments du secteur agricole, et surtout de les obtenir à bon marché. Au fond, le cri « du pain à bon marché » est dirigé plutôt contre le travailleur de la terre que contre le capitaliste et son associé, l'ouvrier de l'usine. Dans certaines circonstances, ce conflit peut devenir très grave. Il l'est en permanence dans les pays surpeuplés, où le faible revenu des masses ne leur permet de satisfaire que leurs besoins les plus élémentaires, et où la population des villes s'accroît excessivement par suite de l'exode rural. A une ou deux exceptions près, tous les pays où le stalinisme a pris le pouvoir se trouvaient dans cette situation. C'est justement dans cette situation que la guerre contre le paysan a trouvé le ressort nécessaire (11).

A n'en pas douter, la formule stalinienne constitue une solution, au moins temporaire, du conflit entre les secteurs industriel et agricole. Mais cette

(11) Le conflit entre les intérêts des secteurs agricole et industriel existe aussi dans les économies avancées, y compris les États-Unis [4]. La seule différence est que, dans ces économies, le conflit est atténué par un revenu élevé et, par conséquent, il peut être résolu par des mesures pacifiques, par exemple, par un programme de soutien des prix agricoles. La surpopulation est la condition nécessaire pour que le conflit devienne une *vis viva* sociale.

solution est basée sur la prééminence des intérêts industriels et bureaucratiques de la société et non sur quelque loi objective concernant l'inévitable transformation des paysans en vrais prolétaires (12). Par conséquent, selon l'idée essentielle du marxisme même, la formule stalinienne ne peut pas prétendre être « scientifique » (13).

Marx n'ignorait pourtant pas l'existence du conflit entre les secteurs industriel et agricole de la société, puisqu'il a une fois déclaré en passant que « toute l'histoire économique de la société se résume dans l'évolution de ce conflit né de l'opposition entre la ville et la campagne » ([35] vol. I, p. 387). Venant de Marx, la déclaration est d'une importance capitale. Elle prouve que Marx, pour une fois, reconnut l'existence d'une antinomie qui, nous l'avons montré précédemment, semble avoir ses racines dans les conditions permanentes de l'espèce humaine et qui, pour cette raison, devrait passer avant toute autre donnée caractérisant un système économique particulier. Malheureusement, Marx n'a pas exploré plus loin ce point afin de nous révéler comment il aurait envisagé la solution *scientifique* de cette opposition.

Politique économique sans théorie

Dans la première moitié du dix-neuvième siècle, alors que l'occident se préoccupait de plus en plus du sort des masses industrielles, la Russie vit surgir un mouvement social dont le seul souci était le paysan. Cette fois aussi, des conditions économiques complètement différentes engendrèrent des préoccupations différentes. Ce n'était donc pas à cause de l'isolement intellectuel tant discuté de la Russie que les fondateurs de la nouvelle idéologie n'empruntèrent rien aux théories économiques occidentales. Ils ont simplement tiré les conséquences logiques du fait que ces théories sont calquées sur une réalité économique différente. Puisque leur propre héritage intellectuel ne contenait rien sur l'économie d'une communauté paysanne, les nouveaux

(12) Un tailleur londonien, J.G. Eccarius [11], fut le premier à soutenir à haute voix que pour garantir du « pain à bon marché » aux ouvriers, le paysan doit être placé sous la dictature du prolétariat (lire, de la cité). Le livre, dit-on, jouit d'un grand prestige auprès des marxistes dans la décennie de 1870 ([37], p. 15). Il est hors de doute que les vues d'Eccarius sont devenues les bases de la politique agraire communiste : « la collectivisation générale des paysans est en effet le moyen... d'assurer l'approvisionnement [des villes] en aliments » [49]. Il est aisé de comprendre pourquoi le narodnikisme est une école plus ancienne que le marxisme.

(13) Comme nous le verrons par la suite, elle ne peut être justifiée par des raisons de « bien-être objectif » non plus ; *infra*, notes 48 et 50.

réformateurs durent commencer par les fondations. Bientôt, ils découvrirent que leur propre expérience sociale ne pouvait pas les aider à pénétrer les problèmes qui les intéressaient. Ils décidèrent alors d'aller « au peuple ». C'est ce cri qui leur valut leur nom : en russe, *narodniki* ; mais en dehors de la Russie ils sont plutôt connus sous le nom de populistes (14).

Dès que le marxisme commença à se créer une base nouvelle en Russie, l'incompatibilité entre la théorie marxiste et la réalité russe donna naissance entre les *narodniki* et les marxistes à un conflit plus féroce et plus durable que celui qui opposa les marxistes orthodoxes et les socialistes agrariens de l'occident. Un certain nombre de *narodniki* furent gagnés par le marxisme, dont le programme et la dialectique sociale satisfaisaient leur esprit révolutionnaire. Mais à mesure qu'ils découvraient l'impossibilité d'ajuster les caractères particuliers d'une économie agraire aux cadres de la doctrine marxiste, une partie de ces *narodniki* se transformaient en hétéro-marxistes. La grande majorité des *narodniki* ne se laissèrent pourtant pas tromper jusqu'à nier les traits caractéristiques de l'économie paysanne. En découvrant ainsi que la théorie classique et la théorie marxiste ne pouvaient lui être d'aucune utilité, l'idéologie agrarienne finit par s'identifier avec la double négation : ni capitalisme, ni socialisme. C'est cette double négation, plus que toute autre chose, qui attira les foudres des économistes occidentaux, marxistes ou non, sur les *narodniki*.

Comme l'a fort bien remarqué David Mitrany, les idées de Marx sur l'agriculture paysanne rassemble « le mépris de l'homme de la cité pour toutes choses rurales avec celui de l'économiste pour la production à petite échelle » ([37] p. 6). On peut en

(14) Alexander Herzen, qui fut exilé en 1847 en raison de son activité politique, est généralement regardé comme « le fondateur du socialisme russe ou narodnikisme », ainsi que le reconnaît Lénine lui-même ([36], p. 285).

(15) A cet égard, il est très instructif de comparer l'analyse du populisme par L.H. Roberts [42] avec celle de Rosa Luxemburg [31]. Quoique Rosa Luxemburg fut « une marxiste plus pure que tout autre membre du mouvement allemand » [47], son analyse est incomparablement plus objective que celle de Roberts. Sur les *narodniki*, on peut aussi consulter J. Delewski [10], et surtout Mitrany ([37], ch. IV). Les mémoires de la « grand-mère » de la révolution russe, Katerina Breshkovskaia [6] sont intéressants surtout comme histoire de personnages.

dire autant pour la plupart des sociologues occidentaux ; si l'on ajoute surtout leur ordinaire mépris pour toute idée qui n'est pas présentée à travers un modèle mathématique, on saisit pourquoi les agrariens n'ont jamais été compris par l'occident (15). En effet, les *narodniki*, tout comme, plus tard, les agrariens, n'ont pas seulement failli dans la construction d'une théorie de l'économie paysanne — ainsi que les autres l'avaient fait pour le capitalisme — mais ils se sont distingués par un manque total d'intérêt, voire un dédain, pour des préoccupations analytiques. Ils n'ont eu confiance que dans la méthode intuitive basée sur le *Verstehen* du *Weltanschauung* du paysan — position qui rappelle celle de l'école historique allemande, bien qu'il n'y eut que peu de contact entre ces deux écoles. Le populisme, comme le marxisme, représentait non seulement une doctrine économique, mais aussi une foi religieuse. Et cette foi « s'alimentait au puissant courant sentimental, à la piété émotive et aux attaches campagnardes » de ses adeptes ([37] p. 40). Tout cela exposa le populisme à être accusé de romantisme.

Les circonstances particulières dans lesquelles le *narodnikisme* commença sa carrière expliquent, dans une large mesure, son esprit singulier. Mais l'absence de tout penchant théorique dans la philosophie agrarienne résulte en premier lieu de la difficulté de schématiser le comportement économique du paysan, ainsi qu'en témoigne l'un des plus valeureux agrariens russes, Alexander Tschajanov, qui donna à l'une de ses œuvres le titre symptomatique de : *Die Lehre von der bäuerlichen Wirtschaft : Versuch einer Theorie der Familienwirtschaft im Landbau* (Berlin, 1932). Dans ce livre où il soumet à la seule analyse quantitative les diverses activités de la production agricole, Tschajanov confesse son regret qu'il n'existe pas encore une théorie du comportement économique du paysan. Et il ajoute, observation importante, que la relation entre l'économie classique et la théorie économique d'une communauté paysanne pourrait être comparée à celle qui existe entre les géométries euclidienne et non-euclidienne. Mais il finit par admettre qu'il n'est pas facile de construire une théorie abstraite au sujet d'une économie agraire [49].

Quelle que soit l'explication des vues des agrariens, le sort des partis agrariens de l'Europe orientale est l'exemple le plus dramatique du désastre causé par l'adoption d'une politique économique d'où est absente toute analyse théorique.

UNE NOUVELLE ETUDE DE LA SURPOPULATION

Les faits analysés

Les agrariens ont continuellement perçu que le fléau de la plupart des économies agraires sous-développées est la surpopulation : par conséquent, le problème d'une économie paysanne est surtout un problème de population [49].

Lorsque l'on parle d'excès, on doit définir ce terme par rapport à un point de repère représentant une situation normale, sinon optimale, ce qui n'est pas facile si l'interlocuteur est un relativiste sophistiqué. Il pourrait soutenir, par exemple, que le surplus de capacité d'une industrie monopolistique est une fiction, puisque toute la capacité peut être employée si le monopole est aboli et un nouveau système de distribution introduit. Une position tout à fait analogue est adoptée par Marx, pour qui la surpopulation n'existe que relativement au « besoin moyen de l'expansion du capital » ([35] vol. I, p. 695). Quoi qu'il en soit, la notion de surpopulation présente des difficultés exceptionnelles. Une population normale (ou optimale) implique la notion de vie normale (ou optimale). Même si « vie normale » n'était pas un concept aussi fuyant, il y aurait encore la difficulté de trouver le « normal » valable en tout temps et en tout lieu. Pour éviter la position banale selon laquelle toute population est normale pour le temps et le lieu où elle vit, il est donc nécessaire de s'entendre sur un critère de normalité. Ce critère pourrait être dynamique ou statique, selon la nature du problème à résoudre (16).

Depuis que l'on emploie des données statistiques à des comparaisons internationales, il est devenu évident que certains pays agricoles présentent des symptômes suggérant l'existence d'une certaine surpopulation. Considérons, par exemple, les données suivantes pour deux économies agricoles par excellence :

	Danemark	Yougoslavie
Habitants par km ² de terre arable	36,6	157,4
Rendement de blé par ha en quintaux	22,9	11,0

(16) Marx, par exemple, soutint qu'en raison de l'état avancé des moyens de communication aux Etats-Unis, vers la moitié du siècle passé, la population de l'Amérique était plus dense que celle des Indes ([35] vol. I, p. 387).

Même si la Yougoslavie portait son rendement agricole au niveau de celui du Danemark, le Yougoslave moyen n'aurait encore que le quart de la quantité d'aliments dont dispose le Danois. Cette observation a servi de base pour un concept plutôt simpliste de surpopulation relative mesurée par rapport à un « panier » standard des principaux biens de consommation [38]. Par la suite, le concept de surpopulation relative ainsi défini a été reconnu ambigu et le procédé employé pour sa mesure, discutable ([38] pp. 55 et suivantes). Le principal inconvénient de cette approche du problème est pourtant d'avoir orienté l'analyse dans une fausse direction. En effet, une différence de revenu national (ou d'un secteur de celui-ci) par tête d'habitant, peut être le *symptôme* de la différence entre deux systèmes économiques, mais jamais une coordonnée intrinsèque de cette différence. Sinon, il faudrait considérer le système économique de la Belgique comme différent de celui des Etats-Unis. La confusion des deux concepts différents, symptôme et structure, explique que se soit répandue l'opinion selon laquelle la différence entre une économie agraire et une économie capitaliste ne serait qu'une question de degré et non de nature.

Cependant, trouver les éléments de solution de ce problème n'est pas hors de notre portée. Des études faites vers 1930 dans plusieurs pays ayant une importante population paysanne, ont révélé un fait surprenant : une partie appréciable de la population d'un tel pays pourrait très bien disparaître sans que décroisse le produit national (17). Le fait que dans chaque cas les estimations de la population superflue, quoique obtenues par des méthodes indépendantes, convergent vers le même résultat prouve qu'il s'agit d'un phénomène quantitatif réel (18). Et si l'on désire d'autres preuves, il y a quelques « expériences *in vivo* » dans l'histoire. Pendant les deux années qui suivirent le début des hostilités de 1914, la production agricole de la Russie s'est maintenue au niveau d'avant-guerre en dépit du fait que 40 % des paysans aptes au travail avaient été appelés sous les drapeaux [22]. Le même phénomène eut lieu en Roumanie pendant la seconde guerre mondiale. Partout où, dans l'Europe

(17) Les premières recherches pour la Pologne et la Bulgarie sont citées par Doreen Warriner [53].

(18) Pour la Roumanie, une des études [12] estime le pourcentage de la population paysanne superflue à 48 ; une autre à 45 [33]. La première estimation a été dérivée des données statistiques pour la nation entière, tandis que l'autre a employé l'*observation directe* faite sur place dans soixante villages choisis au hasard. Moore ([38], pp. 63-64) en partant aussi des données globales, arriva au pourcentage de 51,4.

orientale, la production agricole s'effondra durant les deux guerres mondiales, cela fut dû aux énormes réquisitions d'animaux de trait, à la difficulté de remplacer les outils usés et, surtout, à la confusion créée par le mouvement des armées et le déplacement du front. Même la disparition d'à peu près dix millions de paysans ukrainiens, pendant la fameuse liquidation des koulaks, bien qu'elle ait été accompagnée d'autres perturbations profondes de l'économie générale, n'a eu qu'une influence passagère sur la production agricole ([22] p. 117) (19).

Dire simplement qu'une partie de la population pourrait disparaître sans provoquer une baisse du produit national, ne suffit pas à caractériser analytiquement la surpopulation. La disparition d'une partie de la population des États-Unis eux-mêmes pourrait très bien ne pas empêcher le maintien au même niveau du produit national de ce pays. La *differentia specifica* entre les deux situations est que, dans le cas des États-Unis, le produit national pourrait être augmenté si ses habitants décidaient tout simplement d'avoir moins de loisir, tandis que dans l'autre cas la même décision ne peut mener au même résultat (20). Cette différence démontre que la situation où la productivité marginale du travail est égale à zéro doit constituer le point de départ de la recherche d'une définition de la surpopulation.

Notons maintenant que l'existence de pays où la productivité marginale du travail est pratiquement égale à zéro a été reconnue par tout observateur perspicace des économies paysannes [53]. D'autre part, le professeur Schultz [44] affirme catégoriquement ceci : aucune donnée matérielle, de quelque nature que ce soit, ne permet de prouver que le transfert d'une fraction même minime de la force du travail en agriculture entraîne, toutes choses étant

(19) Dans un article récent, Harvey Leibenstein [28] fait allusion à des cas où l'industrialisation aurait provoqué une insuffisance de main-d'œuvre dans le secteur agricole des pays satellites de l'URSS ; mais il omet de préciser quels sont les événements auxquels il se réfère. Selon nous, ces cas pourraient représenter seulement un manque *superficiel* de main-d'œuvre causé par les déplacements de masse de la population dus aux nouveaux régimes ; sinon, ils reflètent ou la résistance des paysans à ces régimes ou bien l'incapacité de la nouvelle administration.

(20) Marx ([35] ch. XXV, p. 698) affirme que si la population de l'Angleterre était réduite dans la même proportion pour toutes les catégories, le reste de la population « serait absolument insuffisante » pour maintenir le produit national au même niveau malgré les moyens « colossaux » de l'Angleterre pour économiser le travail. Évidemment, cette affirmation suppose qu'au temps de Marx l'ouvrier qualifié anglais n'avait pas de loisir librement choisi. C'est une supposition caractéristique de la doctrine marxiste.

par ailleurs égales, une baisse de la production agricole.

Cependant, les cas concrets cités par Schultz prouvent que, dans plusieurs pays de l'Amérique Latine, la production agricole a effectivement baissé après qu'une partie de la main-d'œuvre ait été dirigée vers d'autres activités [44]. Mais cela ne suffit pas pour justifier sa position bien connue selon laquelle la théorie de la surpopulation dans le sous-développement « est fautive puisque les conséquences qu'elle prévoit ne sont pas celles que l'on observe » [43]. Malgré leur point commun, celui d'être sous-développés, la situation de la plupart des pays de l'Amérique Latine n'est pas identique à celle des pays de l'Europe orientale ou de l'Asie. Le fait que la surpopulation est toujours accompagnée de sous-développement, ne démontre ni que la surpopulation est une condition nécessaire de sous-développement, ni qu'elle en est l'unique cause. Les causes du sous-développement peuvent très bien être tout autres (21). La surpopulation, par conséquent, ne peut pas servir de fondement pour une théorie *générale* des économies sous-développées, mais seulement pour une théorie de celles qui sont affligées par ce phénomène. Cette conclusion renforce la thèse exprimée plus haut.

L'opinion selon laquelle la notion de surpopulation est un mythe, représente un résidu marxiste ; aussi, précisément parce que cette notion rencontre encore l'opposition de certains cercles, il est nécessaire de cerner la question de plus près. Si la productivité marginale était égale à zéro dans les prétendues économies surpeuplées, pourrait argumenter un critique, comment expliquer, alors, le fait que dans de telles économies la demande de main-d'œuvre qualifiée est beaucoup plus pressante que dans les autres pays ? Certainement, continuera le critique, on ne peut soutenir qu'aux Indes ou en Égypte la production marginale d'un ingénieur est égale à zéro. Approcher le problème de cette manière signifie que l'on mélange éléments évolutifs et concepts statiques ; pis encore, on confond le travail avec le capital. Un changement évolutif dans toute économie doit nécessairement produire un manque de main-d'œuvre qualifiée dans certaines spécialités. Par exemple, l'Italie éprouve en 1960 un manque de techniciens pour développer ses gisements de pétrole récemment découverts. Cependant, ce manque ne représente qu'un « goulot d'étranglement », pour emprunter l'expression marxhalienne du professeur Lewis [30]. S'il ne se pro-

(21) Quoique nos connaissances des faits dans les pays de l'Amérique Latine soient très superficielles, nous nous hasardons à dire que nombre de ces pays sont « sous-peuplés » relativement à leurs ressources naturelles. Les cas auxquels se réfère Schultz corroborent d'ailleurs cette opinion.

duit plus de changements évolutifs, le « goulot d'étranglement », comme toute autre « quasi-rente », disparaîtra aussi. Mais la productivité marginale d'un technicien pétrolier devient-elle nulle dès que le nouvel équilibre est atteint ? Il n'en est rien ; car en situation d'équilibre la productivité marginale d'un tel technicien représente non seulement la productivité marginale de son travail *pur et simple*, mais encore celle du capital investi dans sa formation professionnelle. (Une autre part pourrait représenter la « rente » de ses talents personnels, mais c'est un aspect marginal du problème). Il va sans dire que ce raisonnement considère le travail pur et simple comme une qualité plastique et uniforme de l'homme. Nous estimons que ce point de vue suit la tradition de l'économie classique et, dans une certaine mesure, également de la théorie marxiste ; mais nous ne voyons pas de meilleure méthode pour analyser les problèmes soulevés par la *population* dans son aspect *purement quantitatif*. En fait, cette manière de considérer le travail est, de beaucoup, plus nécessaire à l'analyse d'une économie en état de croissance qu'à celle d'un état stationnaire où la population peut très bien être considérée comme une distribution invariable de *qualités*.

En conséquence, l'affirmation que la productivité marginale du travail est nulle signifie que la productivité marginale du travail qualifié représente seulement la productivité marginale du capital investi dans la production de qualification professionnelle. La plus logique des prévisions est qu'une économie surpeuplée souffre plus qu'une autre du manque de travail qualifié. Le manque de travail qualifié reflète le manque de capital, et non pas le manque de main-d'œuvre. La plus saisissante caractéristique des économies surpeuplées est le fait que les travailleurs qualifiés sont surchargés, tandis que les autres passent la plus grande partie de leur temps à ne rien faire. L'aspect économique de la nécessité d'accroître la formation professionnelle dans les pays sous-développés apparaît maintenant en pleine lumière. Cette nécessité est en concurrence avec le besoin d'augmenter les moyens physiques de production ; nous perdons parfois de vue ce fait important et nous le sous-estimons souvent. Dans la plupart des pays où les ressources sont tout à fait insuffisantes, la formation professionnelle est dirigée d'une manière aussi peu économique que l'investissement des capitaux à la disposition des gouvernements. Certains pays, comme la Russie Soviétique, semblent avoir saisi cette vérité ; d'autres, comme l'Italie, ne l'ont pas fait (1960).

Actuellement, dans n'importe quel pays, surpeuplé ou non, le seul moyen de mesurer la productivité marginale du travail est « à la limite », c'est-à-dire là où le travail apparaît sous sa forme la plus pure, non mélangé avec le capital. Dans toute économie la productivité marginale du travail est celle

de l'ouvrier non-qualifié. Ce fait projette une nouvelle lumière sur la corrélation entre la surpopulation et les conditions agricoles dont la littérature économique parle constamment ; car si dans un pays la productivité marginale du travail est nulle, il en est évidemment de même pour la productivité marginale du paysan.

Un schéma théorique (22)

Pour rendre l'analyse aussi simple que possible, supposons que le *produit* national, représenté par la variable composée x , est produit par une « industrie » d'atomicité élevée — supposition pleinement justifiée dans le cas d'une économie agrarienne surpeuplée. Cela veut dire que la fonction de production de l'économie entière est homogène et du premier degré :

$$x = F(L, T) = TG(L/T) \quad (1)$$

où L est la quantité de travail, et T une variable composée représentant la terre et le capital. Pour chaque rapport des facteurs de production Op (fig. 1) l'échelle optima U de l'unité de production est déterminée par le système :

$$T = pL \quad L \frac{\sigma_f}{\sigma_L} + T \frac{\sigma_f}{\sigma_T} = f(T, L) \quad (2)$$

où $f(T, L)$ est la fonction de production de l'entreprise. Le produit maximum qu'on peut obtenir d'une combinaison donnée de facteurs R , est égale à OR/OU multiplié par le produit de U . De cette manière, la valeur de (1) est déterminée pour chaque R . Il est important toutefois de souligner que pour obtenir le produit tel qu'il résulte de (1), les ressources $R(L, T)$ doivent être distribuées d'une manière égale parmi OR/OU unités de production identiques (23). De même, étant données les quantités des facteurs de production, l'échelle optima de l'entreprise est déterminée d'une manière *unique* pour chaque horizon technologique. Par conséquent, le cas des pays où les conditions géo-historiques sont telles que *toutes les ressources disponibles* doivent nécessairement être employées aussi longtemps qu'elles augmentent le produit, montre combien puéril est l'argument relatif à la supériorité écono-

(22) Nous préférons le terme « schéma » à celui de « modèle » généralement employé ; par ce choix, nous accentuons la différence essentielle entre le *blueprint-model* des sciences naturelles et le *simili-schema* des sciences sociales.

(23) OR/OU n'est pas nécessairement un nombre entier, mais dans le cas d'une industrie d'atomicité élevée cela n'a pas d'importance. Il faut aussi souligner que dans la figure 1 l'échelle de U est exagérée, car autrement on ne pourrait pas le distinguer dans le dessin de l'origine O .

mique de la production à grande échelle (24). Dans la corrélation entre la supériorité de la production à grande échelle et un haut degré de développement (une grande valeur de T/L), c'est le dernier qui est la cause du premier, et non le contraire.

Il n'est pas nécessaire de passer en revue ici les raisons pour lesquelles les isoquantes de toute fonction de production deviennent, tôt ou tard, parallèles aux axes des coordonnées. Par exemple, dans la région $LO\alpha$, le produit peut être augmenté si — et seulement si — il y a une augmentation du facteur terre-capital. Nous allons appeler un tel facteur « limitatif » (25). Evidemment, dans la région où un facteur est limitatif sa production marginale est constante, pendant que celle des autres facteurs est nulle.

Passons maintenant à quelques définitions. Supposons que la population P d'un pays donné est divisée en P_w , la classe ouvrière, et P_g , la classe dirigeante. Dans cette dernière classe nous incluons tous les membres de l'économie dont les revenus ne consistent pas en salaires reçus de « l'industrie » produisant x (26). Désignons respectivement par s et s' le *minimum* standard de vie individuel de la classe ouvrière et de la classe dirigeante. Adoptons aussi la position selon laquelle ces deux variables sont historiquement déterminées et, par conséquent, susceptibles d'être changées par la politique économique. Elles conditionnent le besoin public *minimum* en routes, armements, investissements publics, etc... Si ce minimum est représenté par E , le produit net minimum nécessaire à la communauté entière est

$$x = P_w s + P_g s' + E. \quad (3)$$

Supposons aussi que

$$F = \rho P_w, \quad L_o = \delta F \quad (4)$$

où F est la force ouvrière potentielle, et δ représente le temps-travail qu'un ouvrier peut fournir en plus du *minimum biologiquement nécessaire pour dormir et se reposer*. Pour des raisons de symétrie, le temps

(24) Ceci est précisément le défaut de la thèse soutenue par Kautsky *et al.* contre l'agriculture paysanne (*Supra*, note 18).

(25) A ne pas confondre avec « limitatif ». Un facteur est limitatif si son augmentation est une condition nécessaire mais pas suffisante pour l'augmentation du produit. Cf. Nicholas Georgescu-Roegen, « Limitationality, Limitativeness, and Economic Equilibrium », dans *Proceedings of the Second Symposium in Linear Programming* (Washington, D.C., 1955), Vol. I, p. 301.

(26) Cette dernière classe correspond à ce que Veblen a appelé « la classe entretenue ». Naturellement, elle inclut toutes les catégories de « serviteurs », publics et privés.

nécessaire au sommeil et au repos ne sera pas inclus dans le *loisir*.

Le problème économique primordial de toute communauté est de trouver un moyen par lequel un produit national égal au moins à x peut être obtenu avec les ressources disponibles. Un des aspects du problème concerne l'offre de main-d'œuvre. Si, par hypothèse, la classe ouvrière ne peut subvenir à ses dépenses avec un revenu inférieur au sP_w , la courbe de l'offre de travail doit

commencer à un point d'origine M des coordonnées $L_o, sP_w / L_o$ (fig. 2). Puisqu'en général l'homme vit

en famille, l'offre de travail d'un seul individu dépend du revenu de sa famille. Pour éviter les difficultés créées par cette dépendance circulaire, on peut supposer que l'offre de travail d'une communauté est la somme des offres de toutes les familles. Cela dit, considérons en premier lieu le cas où les gens peuvent vendre librement leur temps libre au taux de salaire du marché et mettons que MKN représente l'offre de travail pour les divers taux. Il faut aussi préciser que MKN représente l'offre de main-d'œuvre en courte période dans une économie salariale (27). Sa relation au champ préférentiel apparaît plus clairement si nous nous référons au graphique familier des courbes d'indifférences. Dans la fig. 3, $OE = \delta$ et $OF = s$. Le problème économique de l'ouvrier comporte au fond un saut discontinu — de E , où l'ouvrier se trouve grâce à son revenu *naturel*, à un point quelconque de la zone $XFF'E'$ (fig. 3a). Ce que sera sa position finale dépend du système économique dans lequel vit l'ouvrier. Si ce système est un marché libre des salaires, son offre de travail est donnée par la courbe Hicksienne « prix-consommation » FF'' , et tout est en ordre. Un type habituel de comportement est celui où l'offre de travail est inélastique pour des taux voisins du minimum possible, représenté par la pente de FE . De toute façon, nous pouvons admettre en toute confiance que la courbe normale de l'offre de travail a partout une élasticité inférieure à l'unité. Cependant, les travaux sur les pays sous-développés mentionnent souvent un type curieux de comportement : celui de l'individu qui,

(27) La position de l'école classique est qu'à long terme le taux du salaire est constant et égal à ON' et que, par conséquent, $N'N'$ représente l'offre de travail à long terme. Dans la théorie marxiste, $N'N'$ représente les deux offres de travail, à court et à long terme, conséquence directe de l'hypothèse d'une armée de réserve permanente. L'identité des deux offres est l'expression analytique du trait caractéristique de la théorie marxiste qui rejette toute relation entre les facteurs économiques et démographiques. Sur ce point, voir la lettre de Engels dans *Correspondance*, p. 199.

après avoir gagné le minimum de subsistance, ne s'intéresse plus qu'au loisir. Il est naturel qu'un tel comportement puisse désespérer tout planificateur, car un tel individu semble s'opposer à son propre développement économique. Ce comportement conduit aux courbes d'indifférence de la fig. 3b, et à une courbe d'offre représentée par un segment d'hyperbole équilatère MH (fig. 2) (28). Mais quel que soit le modèle de comportement, la courbe MH constitue un élément significatif pour l'analyse de la distribution : pour toute quantité d'emploi, elle détermine la récompense minima par unité de temps-travail.

La seconde donnée du problème économique est la productivité du travail dans la situation où les ressources terre-capital, T_0 , sont entièrement employées dans la production de x . La courbe μA , représentant la productivité moyenne du travail, varie évidemment avec T_0 , mais sa forme présente quelques traits constants (fig. 4). Parce que la valeur de x/L reste constante dans le domaine $TO\beta$, toutes ces courbes commencent par un segment horizontal au même niveau $O\mu$. Aussi, en dessous du niveau $O\mu'$ égal à la valeur de x/L sur $O\alpha$, elles coïncident avec des hyperboles équilatères (29).

Si T_0 est suffisamment grand, la courbe de la productivité marginale du travail μB coupe MN au point B (fig. 4a). Dans ce cas-là le terrain est préparé pour résoudre le problème économique de la communauté conformément au principe de la productivité marginale (pourvu que la valeur de $s'P +$

E ne soit pas trop grande, comme cela est arrivé dans beaucoup de pays pendant les deux guerres mondiales). L'économie peut même destiner une partie de T à l'emploi direct par les consommateurs, de sorte que, bien que les ressources disponibles soient représentées par R'_0 , seule la quantité représentée par R est employée dans la production (fig. 1). A l'autre extrémité, pour les valeurs basses de T_0 , la courbe de la productivité moyenne du travail μA est en dessous de $\mu' \mu'$ pour $L = L_0$ (fig. 4b). C'est le cas de la *surpopulation stricto sensu* (30), qui correspond à R_0 dans la fig. 1. Evidemment, dans cette situation tout emploi de travail au delà de L_1 , où la productivité marginale est égale à

(28) Nous pensons que, pour ce type de comportement, il faut supposer que le taux marginal de substitution entre le revenu réel et le loisir est égal à zéro. S'il n'en était pas ainsi, les planificateurs se trouvant en face d'une réaction aussi décourageante de la part des ouvriers, devraient être en mesure de contourner la difficulté en imposant une corvée et en fixant simultanément un taux de salaire assez élevé pour le travail librement contracté. Un diagramme simple montrera que de cette manière ils peuvent amener l'individu dans l'intérieur de la zone $XFF'E'$.

(29) $TO\beta$ et $O\alpha$ se réfèrent à la figure 1.

zéro, ne peut présenter aucun avantage économique. Pour subsister sans subir des ravages malthusiens, l'économie ne peut pas avoir une valeur de $s'P_g + E$ supérieure à $AW \times L_1$. Cependant, en réalité ce dernier maximum est toujours atteint dans les pays surpeuplés, $x = X_0$, X_0 étant le produit national maximum que l'on peut obtenir avec les ressources disponibles. Il est évident qu'une pareille économie ne peut nullement fonctionner selon les principes de la théorie de la productivité marginale. Ceci est vrai aussi pour une économie où la productivité marginale du travail est positive pour $L = L_0$ sans être toutefois supérieure à L_0M (fig. 4c). Pour maintes raisons, une telle économie devrait être considérée comme surpeuplée, mais non « stricto sensu » (31).

Une conclusion importante est que la surpopulation est liée à une valeur basse de T_0 , plus précisément à un faible rapport T_0/L_0 . La surpopulation est donc équivalente à la pauvreté ; le cas contraire est celui de la « terre en abondance ». Cependant, dans le monde réel la plupart des économies *agariennes* sous-développées sont pauvres non seulement à cause de l'insuffisance des terres, mais aussi en raison de la pénurie chronique de capital. Pour ces pays, la différence entre T_0 et la surface de terre utile A_0 est négligeable. Cela justifie l'emploi de L_0/A_0 , au lieu de L_0/T_0 , comme un indice ordinal de la surpopulation agricole. Finalement, en remplaçant L_0/A_0 par P/A_0 nous obtenons la forme la plus employée, quoique grossière, de ce même indice.

Quelques remarques

En abordant ces problèmes dans leur ensemble, l'économiste a seulement deux choix : se servir de l'appareil de l'équilibre général, ou bien d'un schéma agrégatif. Dans le premier cas, il doit se résigner à être relativement stérile vis-à-vis des problèmes pratiques ; dans le deuxième cas, il doit accepter les calamités théoriques de l'agrégation. Pour plus d'une raison, nous avons choisi la seconde solution. Il est cependant possible d'illustrer les conditions de la surpopulation par un schéma dans lequel le produit national n'est pas représenté par une seule variable composée. Supposons que l'économie produise un produit agricole X_1 et un produit industriel X_2 . Étant donné que dans une économie surpeuplée le niveau de vie moyen couvre à peine les besoins les plus élémentaires et que ces besoins sont relativement rigides, nous pouvons sup-

(30) Nous considérons seulement le cas où μA coupe MN . Le cas contraire implique des aspects malthusiens qui, malgré leur importance, dépassent le but de ce travail.

(31) Dans la figure 1, ce cas correspond à R''_0 .

poser que les deux produits ne sont pas substituables dans la consommation. Si le produit national minimum est représenté par X^1 , X^2 , le cas de la surpopulation est illustré par un diagramme Edgeworth (fig. 5a). La seule solution du système est M , où la productivité marginale du travail est égale à zéro pour les deux secteurs de production. Donc, dans ce cas aussi, il n'y a aucun avantage à utiliser le travail au-delà de L_1 .

Le diagramme de la figure 5 met en évidence une série de problèmes intéressants. Nous en mentionnerons seulement un. Une économie non-isolée a le choix entre produire l'un des deux produits, ou

bien l'obtenir par le commerce extérieur. Mais alors le revenu national résultant (X^1 , X^2) permet-il à une économie surpeuplée de se déplacer de M à m (ou à m') où la productivité marginale du travail a une valeur positive (fig. 5a) ? Il nous est impossible de poursuivre ici ce problème compliqué ; tout au plus, pouvons-nous remarquer qu'aucun pays agricole ne semble avoir pu échapper à la condition de surpopulation uniquement par le commerce. Très probablement, la surpopulation restera un problème local dépendant de remèdes locaux aussi longtemps que les gens ne désirent pas quitter leur pays, ou bien ne peuvent le faire librement.

UNE ANALYSE DES POINTS THEORIQUES

Profit et dîme

La théorie économique classique a toujours considéré comme cruciale la question suivante : le système Walrasien admet-il ou non une solution mathématique ? Mais nul « économiste classique » ne semble avoir entrevu que le système Walrasien soulève une question encore plus vitale : la solution mathématique de ce système est-elle valable économiquement ? Tous ceux qui se sont penchés sur le problème particulièrement difficile de l'existence de la solution mathématique, ont supposé d'une manière absolument gratuite que la réponse est affirmative. Abraham Wald [51] s'est contenté de prouver que dans un système Walrasien simplifié, les prix d'équilibre sont non-négatifs. Wald n'était pas un économiste dans le vrai sens du mot, mais après la publication de son travail en allemand (1934), aucun économiste n'a remarqué qu'à moins de savoir aussi que le prix d'« équilibre » du travail est au moins égal au minimum de subsistance biologique, le théorème n'a presque aucune importance économique. Le vrai aspect économique du problème est plus nettement négligé dans le travail récent d'Arrow et Debreu [2]. Ces auteurs partent de l'hypothèse que *tout* membre de la communauté est doté *ab initio* d'un revenu suffisant pour sa vie entière [57]. Cependant, nous savons seulement que la puissance de travail de l'être humain est d'un rendement limité et qu'il peut utiliser des ressources dont les quantités sont limitées. Dans certains cas ces limites sont telles que, même si l'économie peut produire un revenu réel suffisant pour tous, cette solution *économique* ne peut être atteinte par le mécanisme de la productivité marginale, mécanisme qui fait partie intégrale du système Walrasien (32). Nous avons vu que les économies surpeuplées se trouvent exactement dans cette situation. Comment la production et la distribution pourraient-elles être organisées dans une telle économie ?

En général la surpopulation agricole caractérise les pays où le régime féodal a été supplanté très tardivement par le capitalisme. Pour mettre en évidence la différence entre la distribution sous le système féodal et celle du capitalisme, il suffit de tracer la courbe bien connue de la productivité marginale du travail pour le cas de T_0 ; c'est $ABCL_1$ (fig. 6). Traçons également $abcL_1$ de sorte que le rapport entre l'ordonnée de la zone hachurée et celle de $ABCL_1$ (c'est-à-dire entre cC et $C'C$) soit égal au pourcentage de la dîme ρ . Si le travail employé dans la production est OB' , la part de l'entrepreneur-proprétaire dans un système féodal est $AabB$, tandis que dans le système capitaliste la même part est $AB''B$. La différence entre les deux systèmes est claire, mais il y a aussi une analogie : si l'intérêt de la classe gouvernante, dans le système capitaliste, est d'obtenir le maximum de profit, dans le système féodal l'intérêt de la même classe est de maximaliser la dîme (33). Evidem-

(32) Superficiellement, cette affirmation paraît contredire le théorème démontré par Arrow et Debreu. La vérité est autre. En effet, leur démonstration suppose que le problème économique est déjà résolu : l'individu a déjà sauté de E dans $XFF'E$ (fig. 3a). Selon leurs prémices, la solution Walrasienne peut très bien être telle que chaque individu conserve intacte sa position initiale.

(33) Les relations économiques dans le système féodal présentaient une gamme presque infinie. Cependant, les traits les plus caractéristiques de l'économie féodale furent la corvée et le partage de la récolte. La corvée consistait d'habitude en un travail exécuté au manoir, dans les champs de cultures spéciales appartenant au seigneur (vignobles, vergers et jardins), ou pour les travaux publics. Ces deux institutions survécurent au féodalisme, comme on peut le constater partout en Europe Orientale même pendant notre siècle. Nous admettons que l'emploi du terme « dîme » pour la part du propriétaire de la terre est impropre, mais pratique.

ment, pour toute valeur donnée de ρ , la dîme maximale correspond à l'échelle L_1 . Dans un pays surpeuplé, stricto sensu, ce maximum est immanquablement atteint à cause de la nécessité que les travailleurs eux-mêmes ont de s'assurer une part égale, au moins, à sP_w . Dans le système féodal de dis-

tribution, certains travailleurs reçoivent une part plus grande que leur contribution personnelle au produit total. Ceci ressort immédiatement si nous traçons le rectangle $OSS'L$ de façon que son aire soit équivalente à celle de $OabcL_1$; tout le travail compris entre B' et L_1 reçoit plus que sa contribution nette au produit total. Une preuve historique frappante de cet aspect du féodalisme est fournie par les glaneurs qui recevaient la même part que tous les autres, c'est-à-dire une part plus grande que la quantité glanée. Par contre, dans le capitalisme il n'y a pas de place pour des glaneurs.

La classe dirigeante féodale cherchait à porter la dîme au *maximum maximorum*. Evidemment, le maximum de ρ est donné par le rapport AW/AL_1 de la figure 4b ou bien par la relation

$$X_0(1-\rho) = sP_w \quad (5)$$

Cela veut dire que les travailleurs reçoivent seulement leur minimum de subsistance. Pourtant, ceci n'est pas une condition *sine qua non* du système parce que, du moins dans une économie surpeuplée stricto sensu, il peut très bien arriver que les travailleurs travaillent jusqu'à L_1 même si ρ est égal à zéro.

La formule « pour qu'il soit industriel, le travailleur doit être pauvre » devint la clé du système féodal seulement après que les conditions de stricte surpopulation aient cessé d'exister grâce au continuél défrichement des terres, à l'augmentation du capital et, finalement, à l'augmentation de la productivité du travail par le progrès technique. Ces facteurs ont fait que les courbes de la productivité du travail se sont graduellement déplacées vers le haut et vers la droite. Il arriva ainsi que la productivité marginale du travail pour $L = L_0$ devint positive, bien qu'encore inférieure à ML_0 (fig. 4c). Evidemment, l'économie en question n'était pas encore prête pour la formule capitaliste. Et puisque le système féodal pouvait encore offrir une solution au problème de la distribution, il a continué d'exister quoique affligé d'un nouveau conflit. Car si la productivité marginale du travail est positive pour $L = L_0$, la maximisation de la dîme suppose que les travailleurs n'aient pas de loisirs. Maintenant, que, dans un pays surpeuplé mais non stricto sensu, les ouvriers travaillent de leur propre gré jusqu'au point L_0 , c'est une question qui dépend de la valeur de $X_0(1-\rho)$, donc de ρ . Pour amener les travailleurs à travailler jusqu'à L_0 , la part de chacun ne doit pas être plus grande que L_0K . C'est ainsi que la for-

mule mentionnée plus haut devint le dogme économique indiscutable de la dernière phase du féodalisme. Même Quesnay soutint que le travailleur qui peut acheter bon marché son morceau de pain, devient « paresseux et arrogant » [41] (34). A quel point cette formule était profondément enracinée (au moins pendant la dernière période du féodalisme) ses échos dans la littérature économique du 19^e siècle l'ont démontré [1].

Avec un rapport T_0/P encore trop faible pour que la courbe de la productivité marginale du travail coupe la courbe de l'offre de main-d'œuvre, il est tout à fait naturel que la formule féodale ait été aussi employée dans le secteur non-agricole pendant la première phase de la révolution industrielle, et qu'elle ait survécu par inertie bien au-delà du commencement du capitalisme. Cette circonstance seule explique l'erreur fondamentale de Marx : considérer la formule distributive du féodalisme comme un trait caractéristique du capitalisme et formuler ainsi une théorie de la plus-value, qui n'est au fond qu'une élaboration de la relation [5].

Une discussion du comportement

Très souvent les caractéristiques d'un système ne deviennent apparentes qu'à la lumière d'une structure contrastante. Comme nous l'avons déjà vu, c'est le cas de certains aspects de la théorie de la productivité marginale lors de sa confrontation avec le mécanisme féodal d'un pays surpeuplé. Il en est de même pour le modèle de Edgeworth-Pareto pour le comportement individuel lorsque le modèle est mis en contraste avec le comportement d'une communauté paysanne.

Les fondateurs de la théorie de l'utilité moderne sont tous d'accord que « chaque individu agit comme il lui plaît » [14] [40], formule qui a été répétée depuis lors d'une manière ou d'une autre. Mais sa vérité est tellement tautologique qu'elle est sans valeur pour celui qui étudie le comportement humain et qui veut savoir précisément ce qui plaît à l'individu. En répondant à cette question, la théorie classique affirme que ce qui plaît à l'individu peut être exprimé par une fonction $\Psi(Y)$ comprenant seulement des quantités de biens possédés par

(34) La seule objection soulevée par Quesnay est que si l'on abuse de cette formule à l'extrême, le travailleur peut être amené à un état presque animal et, par conséquent, se comportera comme tel ; il répondra seulement aux besoins les plus élémentaires du moment, perdant ainsi tout intérêt pour son progrès économique (*ibid.* p. 354). Un tel comportement correspond à celui de la figure 3b. Le fait que ce comportement a été fréquemment observé dans les pays extrêmement pauvres et avec un long passé d'exploitation économique confirme la justesse des remarques de Quesnay.

lui et représentés par le vecteur Y . C'est à cela même que nous faisons allusion plus haut en parlant d'un comportement *strictement hédonistique*.

Sans doute, la représentation du comportement par une fonction ordinaire est rigoureusement vraie pour Robinson Crusoe, mais elle ne pourrait convenir à des individus vivant en société. Car, même l'*homo capitalisticus* — que la théorie classique est supposée décrire — varie souvent le montant des pourboires suivant l'impression faite par l'indigence de celui qui l'a servi, ou bien fréquente une boutique seulement parce que le propriétaire se trouve dans une situation financière difficile. Que ce comportement implique ou non la faculté de comparer les besoins des autres, en réalité bien des gens réagissent aux changements du revenu d'autrui. Il est donc plus réaliste de représenter l'ophélimité par

$$\Omega = \Psi (Y ; Y_s), \quad (6)$$

une fonction non seulement de Y , mais aussi de Y_s , ce dernier symbole représentant les critères sociaux selon lesquels l'individu juge le bien-être de sa communauté. L'individu décrit par (6) réagit encore d'une manière *hédonistique* — c'est-à-dire comme il lui plaît — mais pas d'une manière *strictement hédonistique* (35).

Comme nous le savons, le problème de la distribution individuelle dans un petit groupe n'a pas une solution d'équilibre déterminée par un schéma purement mécanique, que le groupe soit une industrie oligopolistique ou un petit marché d'échange. Dans la pratique, une solution est tout de même obtenue, mais seulement parce que le groupe suit certains principes institutionnels éclos de ses propres conditions historiques. On ne doit pas s'y méprendre : les prix directeurs, les quotes-parts de cartel, la concurrence par la diversification des produits, et tant d'autres faits, sont aussi des traits culturels comme, par exemple, l'obligation de labourer la terre de la veuve, ou la dot matrimoniale. Sans des principes institutionnels concernant la distribution du revenu total, même les premières sociétés humaines, nécessairement petites, n'auraient pu arriver à ce minimum de stabilité qui est la condition *sine qua non* d'une existence organique. Que la faculté de « sympathie » pour son voisin fasse ou non partie de la nature originale de l'homme, cette faculté doit s'être épanouie bien avant la formation des premières communautés viables. Même aujourd'hui, seul un type de comportement décrit par (6) pourrait expli-

(35) Certes, le comportement hédonistique n'implique pas nécessairement une attitude altruiste ; tout dépend du signe de $c\Psi/\sigma Y_s$. Le modèle (6) s'applique aussi bien à l'individu qui aspire à « ne pas se laisser dépasser par les Dupont » et qui, par conséquent, ressent du chagrin si le revenu du voisin augmente.

quer la stabilité des petites communautés. Naturellement, cela s'applique en premier lieu aux communautés paysannes.

Une description complète de la manière dont la distribution individuelle est réglée dans une communauté paysanne doit inclure les principes institutionnels de cette même communauté. C'est pour cela qu'un schéma mécaniciste du comportement d'une société paysanne, analogue au schéma de la théorie classique, s'est avéré irréalisable pour tous ceux qui y ont pensé [49]. Il y a plus : si quelqu'un se décidait à étudier enfin les institutions paysannes dans le dessein de construire un *homo oeconomicus* qui représente le paysan, il découvrirait aussitôt que ces institutions présentent une variété infinie, fait qui empêche toute classification utile. Rien de surprenant donc qu'un problème aussi difficile et fuyant que celui du comportement du paysan ait tenté peu d'hommes de science et ait résisté à tout essai de solution par une formule simple.

Une communauté peu nombreuse a non seulement besoin d'un type de comportement orienté aussi par Y_s , mais encore offre les conditions né-

cessaires pour l'opérationnalité de la formule (6). Dans une telle communauté, l'individu devient, par la nature des choses, conscient du fait que ses propres actions influencent indirectement sa propre ophélimité par l'intermédiaire de la coordonnée Y_s . En plus, chacun arrive à se faire une idée plus

ou moins correcte de la situation des autres. Si ces deux conditions ne sont pas réalisées, la coordonnée Y_s ne peut pas être un élément actif dans le comportement de l'individu, même si Y_s constitue un

élément de l'ophélimité de l'individu. L'exemple le plus édifiant de cette idée est fourni par les agglomérations urbaines de la société industrielle. Dans ces grandes agglomérations humaines, l'individu ne peut plus connaître la situation de tous ses semblables. D'autre part, il arrive finalement à se rendre compte que par ses actions isolées il ne peut exercer qu'une influence infinitésimale sur la variable Y_s . L'individu est ainsi amené à se comporter

comme si Y_s n'entrait pas dans sa fonction d'ophélimité. Et nous ne devons pas manquer de souligner la similarité existant entre cette situation et celle du producteur individuel d'une industrie de grande atomicité qui, lui aussi, est obligé par sa situation particulière d'agir comme si son offre personnelle n'avait aucune influence sur le marché. Il y a donc deux raisons pour que la théorie classique soit un succès avec l'hypothèse d'un *homo oeconomicus*

strictement hédonistique. Le succès *théorique* est dû à la simplicité de toute structure de haute atomicité, comme le démontre surtout la forme achevée de la théorie d'une industrie concurrentielle (36). D'autre part, le succès *pratique* dérive du fait que les applications de la théorie ont toujours porté sur une économie capitaliste, c'est-à-dire bourgeoise.

Pourtant, comme l'a remarqué il y a longtemps J.M. Clark, la demande découlant d'un comportement purement hédonistique ne peut refléter aucun but social de la communauté [9]. Mais le fait que l'*homo capitalisticus* se comporte en général comme si son ophélimité était indépendante de Y , ne

signifie pas qu'il soit — comme on l'a souvent affirmé — essentiellement égoïste en comparaison de l'*homo agricola*. Pourtant, une éclipse prolongée de la variable sociale Y comme coordonnée du comportement peut très bien causer la disparition de

cette variable de la fonction d'ophélimité aussi (c'est-à-dire de la conscience même de l'individu). C'est ce qui arriva en réalité pendant l'apogée du libéralisme bourgeois en Occident quand les biens ayant un prix sur le marché constituaient l'unique coordonnée du comportement « rationnel ». Dans ce type de comportement, comme le disait un populiste aux environs de 1870, il n'y avait pas de place pour les principes de justice et de solidarité de la vie du village, mais seulement pour le succès par « malice et ruse » ([37] p. 40). Le fait qu'une société ne pouvait durer longtemps sur de pareilles bases a été prouvé par l'apparition graduelle du « *welfare state* ». Pour continuer notre parallèle, observons que le « *welfare state* » est un vrai cartel, le cartel d'une société de haute atomicité apte à résoudre un problème pour lequel l'action isolée ne vaut rien. C'est la raison d'être de tous les cartels. Cependant, le cartel du « bien-être objectif » est tout aussi bien une institution que les traits culturels d'une communauté paysanne.

CONCLUSIONS

Certaines conclusions des arguments précédents débouchent sur des questions pratiques.

Le loisir

Le schéma non-différencié d'un équilibre général ne peut que distraire notre attention du rôle unique joué par le loisir dans la science économique. Par exemple, si l'homme s'est toujours efforcé de découvrir des procédés pour épargner son travail, c'est seulement parce qu'à longue échéance le loisir est un *summum bonum* économique. D'autre part, à courte échéance le loisir peut être *indésirable* économiquement. Une économie avancée, comme celle représentée par la figure 4a, peut très bien comporter moins de loisir qu'une économie surpeuplée stricto sensu, figure 4b. Souvent, en effet, des observateurs provenant d'un pays d'abondance se sont étonnés de ce que les habitants des pays pauvres jouissent de plus de loisir qu'eux-mêmes. De tels observateurs ne se rendent pas compte que les habitants des pays surpeuplés n'ont pas le choix. Dans ces pays le loisir est imposé par les conditions géo-historiques et, par conséquent, ne représente pas le résultat d'un choix libre entre un plus grand loisir et un revenu supérieur, comme c'est le cas dans

toute économie avancée. Dans une économie surpeuplée stricto sensu, le loisir n'est pas, à vrai dire, un bien économique car il est impossible de le transformer en revenu. Sa valeur ne peut donc être que nulle (37). L'étrange caractéristique d'une économie surpeuplée stricto sensu, à savoir que le loisir n'a pas de valeur bien que le travail ait un « prix positif », a une influence sur la définition du revenu national.

Walras semble avoir été le premier économiste qui ait indirectement inclus le loisir dans le revenu national [52]. Si x est pris comme numéraire, et si w et r représentent les prix de L et T respectivement, la définition donnée par Walras au revenu national s'exprime par

$$I = x + wl + rt = wL_0 + rT_0 \quad (7)$$

où l , t représentent les quantités de L , T employées directement par les consommateurs. L'importance économique de (7) a été accentuée par la fameuse proposition de Barone pour l'économie politique de bien-être. On se souvient que cette proposition affirme que, pour des prix donnés de L et T , le bien-être optimum exige que le revenu national Walrasien soit maximum [30]. Il s'ensuit que si le revenu national est pris comme indice du progrès économique, la seule définition rationnelle doit

(36) L'état achevé de la théorie du monopole aussi trouve sa contrepartie dans la théorie du consommateur. Comme nous l'avons remarqué plus haut, dans la mono-société de Crusoe, Ψ ne peut nullement contenir Y .

(37) Une nouvelle preuve des traits féodaux attribués au capitalisme par Marx est le fait suivant : dans sa théorie économique, il suppose que le pouvoir de travail ne représente aucune valeur d'usage pour celui qui le possède ([26] p. 60).

être celle de (7). Mais l'argument de Barone est valable seulement pour une économie avancée où la durée du loisir est le résultat d'un choix libre et où, naturellement, son prix est identique à celui du travail. Mais dans une économie surpeuplée la valeur du loisir est nulle. Il est naturel de penser à l'éliminer du revenu national et, par conséquent, de définir ce dernier par

$$I_1 = x + w(l - l_1) + rt = w(L_0 - l_1) + rT_0, \quad (7 \text{ bis})$$

où l_1 est la mesure du loisir, et $l - l_1$ la mesure des services personnels. De même, le travail qui correspond aux services personnels n'a pas non plus d'emploi alternatif. En outre, dans les économies surpeuplées, t est d'habitude négligeable, car ces économies ne peuvent pas se permettre des terrains de chasse, des parcs nationaux, etc... Il s'ensuit que, dans une économie surpeuplée stricto sensu, l'indice de progrès le plus rationnel est le produit national *stricto sensu* :

$$I_2 = x \quad (7 \text{ ter})$$

Le fait que dans une économie surpeuplée la formule féodale conduit au produit national maximum, nous suggère une proposition équivalente à celle de Barone : dans une économie surpeuplée, la formule féodale garantit le maximum de bien-être.

Il est curieux de constater qu'en dépit de la proposition de Barone, la définition courante du revenu national dans les économies avancées est celle de la formule (7 bis). Ce n'est que tout récemment que Simon Kuznets [27] a proposé le retour à la formule Walrasienne pour des raisons qui rappellent les implications théoriques du théorème de Barone. Kuznets remarque à juste titre qu'en excluant le loisir du revenu national, il se peut qu'un effet important du progrès technologique soit mis dans l'ombre. L'analyse précédente conduit à une conclusion encore plus forte : en comparant le taux du développement économique d'un pays avancé à celui d'un pays surpeuplé, on doit employer dans chaque cas la définition appropriée du revenu national (38). En effet, ce n'est que pour une économie vraiment surpeuplée qu'il est convenable de mesurer le progrès économique par l'augmentation du produit national net *per capita*.

(38) Ce point est tout à fait important pour les comparaisons — en vogue — entre les économies de l'est européen et celles avancées de l'ouest. Car je doute fort que dans n'importe quel pays de l'Europe orientale, l'augmentation de T_0 ait jamais été suffisante devant la croissance de la population pour éliminer les conditions de surpopulation (1960).

« Le partage de la tâche »

Les données statistiques ordinaires peuvent nous tromper facilement sur la mesure du temps-loisir dans une économie surpeuplée. Aussi étonnant que cela puisse être, les pays surpeuplés ont les taux d'emploi les plus élevés (F/P) (39). Dans ces pays, il paraît en général difficile de trouver un individu sans emploi, et pourtant tous ou presque sont la plupart du temps inactifs. Ce paradoxe est facile à éclaircir. En raison du surplus de main-d'œuvre, chacun se bat pour avoir un titre au nom duquel il puisse revendiquer une part du produit national. Le résultat en est un modèle social qu'on peut désigner par le nom de « partage de la tâche ». Plusieurs personnes sont employées à une tâche qui, techniquement, n'en demande qu'une seule, mais craignant de se voir mettre en question chacun insiste pour être considéré comme employé à plein temps.

Cette pratique a été souvent dénoncée comme une marque d'inefficacité, sinon de relâchement. Un critique plus scientifique a justifié ce verdict en vertu du principe qu'une économie efficace ne doit payer à aucun facteur plus que sa productivité marginale. Il est pourtant évident que cet argument est une extrapolation gratuite d'une loi valable seulement dans une économie avancée. En effet, comme nous l'avons démontré, l'économie surpeuplée fonctionne d'une manière efficace seulement si une partie des ouvriers reçoivent plus que leur propre contribution au revenu global.

La question de la bureaucratie hypertrophiée — une caractéristique infaillible de la surpopulation — a été abordée sous un angle tout aussi impropre. Peu de sociologues sont arrivés à comprendre que, dans les pays surpeuplés (et seulement dans ceux-ci), une bureaucratie hypertrophiée est un phénomène économique normal. Le travail étant utilisé jusqu'à ses limites techniques, il n'y a rien à gagner par la réduction du nombre de fonctionnaires publics ou privés ; une telle réduction ne pourra que créer des troubles sociaux. Plus d'un pays surpeuplé mérite d'être critiqué non pour son importante bureaucratie, mais pour le fait que sa classe gouvernante tout entière jouit d'un niveau de vie très élevé au milieu de la pauvreté générale. Sans doute, le niveau de vie trop élevé de cette classe est-il un obstacle important pour le développement économique parce qu'il réduit de beaucoup la capacité déjà faible de l'économie à accumuler du capital. Si dans un pays avancé, l'égalité du niveau de vie pour tous répond à un principe moral, dans une économie surpeuplée elle représente un impératif économique.

(39) Le taux d'emploi en Roumanie avant la seconde guerre mondiale, par exemple, était l'un des plus élevés du monde entier ([12] Vol. I, p. 154).

De la semaine de sept jours à la semaine de quatre jours...

En laissant de côté les raffinements académiques, on peut considérer le développement économique comme un déplacement vers le haut de la courbe de la productivité du travail (fig. 4). Sauf à recevoir une aide étrangère exorbitante, aucune économie ne peut sauter de la situation représentée par la figure 4b à celle de la figure 4a. En d'autres termes, il est presque certain qu'une économie surpeuplée stricto sensu est obligée de passer, au cours de son développement, par une phase comme celle décrite par la figure 4c, c'est-à-dire par une phase où la classe ouvrière n'a pratiquement pas de loisir. Cette situation, avec une journée de seize heures de travail et sept jours de travail par semaine, est bien connue grâce à sa description détaillée dans la littérature socialiste du siècle dernier (40). Comme nous l'avons déjà remarqué, Marx a considéré cette situation comme un trait caractéristique du capitalisme. L'époque de l'histoire économique occidentale qui lui a servi de modèle pour dépeindre « le calvaire du capitalisme » correspond plutôt aux douleurs de croissance du capitalisme. Car le capitalisme, entendu comme un système économique gouverné par le principe du profit maximum, ne pouvait devenir une réalité que lorsque la productivité marginale du travail aurait atteint un niveau assez élevé pour être égale au taux des salaires. Le développement capitaliste proprement dit a commencé seulement après cette phase. Son trait essentiel consiste à augmenter le loisir économique de la classe ouvrière. La preuve en est que la semaine de quarante heures est une institution relativement récente et que tout dernièrement aux États-Unis on a même avancé l'idée de la semaine de quatre jours (41).

A proprement parler, les pays de l'Europe orientale ne sont jamais arrivés à connaître ce qu'on a appelé « le calvaire du capitalisme ». Dès la moitié du 19^e siècle, sinon avant, ces pays commencèrent à subir l'impact du capitalisme occidental. Cet

(40) Même aux États-Unis, la moyenne de la semaine ouvrière était de soixante-dix heures jusque vers 1850. Il va sans dire qu'auparavant la semaine de travail était encore plus longue. Il est intéressant de savoir que les premières mesures pour limiter le travail des enfants de moins de 12 ans à dix heures par jour ont été prises par la Communauté du Massachusetts en 1842 [54]. La journée de dix heures n'est devenue règle générale pour les autres ouvriers qu'en 1860 [15] [20].

(41) Marx n'a pas entrevu la possibilité de cette synthèse de sa propre antithèse. Par contre, il soutint que « dans tout pays la surpopulation relative devient d'autant plus apparente à mesure que le mode capitaliste de production s'y développe ». *Capital*, Vol. III, ch. 14, sec. 4, p. 277.

impact, quoique considéré d'habitude comme un phénomène équivalent à celui du « calvaire du capitalisme », fut un processus essentiellement différent. Le fait est que les économistes de l'Europe orientale n'étaient pas encore suffisamment développés pour commencer le « calvaire ». Quelques mots résument leur histoire. Un commerce de plus en plus intense avec l'occident révéla l'existence d'autres relations économiques ; en même temps, il suscita des désirs nouveaux chez les propriétaires terriens, et de nouvelles ambitions dans la bureaucratie. Sous cette influence, le *contrat social* féodal commença à s'affaiblir. Un nombre toujours plus grand de propriétaires passèrent à la formule capitaliste de la maximisation du profit-rente, changement qui, même s'il n'augmenta pas toujours leur revenu, les libéra de leurs obligations traditionnelles envers les villageois. Ce processus devait culminer plus tard avec l'apparition de l'absentéisme total. De ce point de vue, le principal bénéficiaire de la libération des serfs fut le propriétaire plutôt que le paysan. Il en est de même pour les premières réformes agraires (en Russie, 1861, et en Roumanie, 1864) qui, en fin de compte, sanctionnèrent la séparation des intérêts économiques du propriétaire et du paysan.

Or, régler la production par le principe du profit maximum est probablement la pire chose qui puisse arriver à une économie surpeuplée car, de ce fait, on augmente le loisir involontaire tout en diminuant le produit national (42). Sans doute, les techniques nouvellement importées allégèrent la crise, mais non le sort du paysan. Ceci est l'explication du fait, souvent commenté, qu'en Europe orientale le capitalisme a fait empirer le sort du paysan tout en augmentant, par un contraste déconcertant, la prospérité des autres. De cette situation propre aux pays qui se sont trouvés à la remorque du capitalisme occidental, est née l'idéologie agrarienne. Cette idéologie est restée une philosophie régionale considérée par l'occident plutôt comme une curiosité, justement parce que l'occident n'a pas subi pareille expérience au cours de son développement économique. Ce n'est que récemment que les économistes occidentaux ont accepté la thèse agrarienne selon laquelle les pays de l'Europe orientale ont subi un impact de formes idéologiques étrangères à leurs propres cultures et conditions [36 bis].

La doctrine agrarienne

En essence, les points fondamentaux de la doctrine agrarienne sont :

— En raison de leur situation géographique,

(42) Kautsky ([26] p. 235) reconnaît les difficultés créées par l'adoption de la maximisation du profit, mais la vraie explication du mécanisme lui échappe.

l'agriculture constituera pour longtemps une activité économique primordiale pour certaines communautés. Puisque l'agriculture est au fond une activité différente de l'industrie, ces communautés ne pourront pas se développer selon des lignes identiques à celles des économies industrielles.

— Pour les pays ayant une surpopulation agricole, un système de propriété paysanne individuelle et des industries domestiques constituent la meilleure politique économique.

Puisque l'évolution est sujette à l'incertitude, le mieux que nous puissions faire en abordant un problème d'évolution est de faire confiance à l'évidence existante et d'engager l'avenir sur cette base. Quant à cette évidence, nous avons insisté suffisamment sur la réfutation historique de la loi de la concentration en agriculture ainsi que sur les différences spécifiques entre les activités agricole et industrielle. De plus, rien jusqu'à présent ne semble jeter un doute sur la validité de cette analyse, donc sur le premier point de la doctrine agrarienne. D'ailleurs, le développement économique du Danemark et de la Suisse, aussi bien que de certaines régions de l'Allemagne et de l'Autriche, offre la preuve que l'agriculture peut fournir la base de son propre développement économique. En outre, l'anthropologie aussi bien que l'histoire économique confirment que seule une production alimentaire substantielle (quelle que soit son origine) conduit à l'accumulation de capital [8] [23]. La fameuse maxime de Quesnay — riches paysans, riche royaume — est valable dans les deux sens. La logique est étonnamment simple : Robinson Crusoe ne pouvait disposer du temps suffisant pour forger une faucille avant que Vendredi ne pût cueillir assez de fruits pour tous les deux. « Industrialisez à tout prix » n'est pas le mot de la sagesse économique, au moins en ce qui concerne les pays agricoles surpeuplés.

— Un autre point de la doctrine agrarienne a nettement pour but d'employer dans la production la plus grande partie possible du travail disponible. Il prouve aussi que les agrariens furent les premiers à saisir intuitivement que les formes économiques compatibles avec le maximum de bien-être ne sont pas les mêmes pour toutes les conditions géo-historiques, *même si l'horizon technologique était partout le même*. Rappelons que la vraie nouveauté dans l'œuvre de Barone, déjà mentionnée, est précisément de montrer que l'économie contrôlée d'un état socialiste doit imiter le mécanisme capitaliste ; en d'autres termes, pour atteindre le bien-être optimum, elle doit adopter les principes de la théorie de la productivité marginale. Pourtant, ni Barone ni aucun économiste après lui ne semblent s'être

aperçu que cette proposition présuppose l'existence d'une économie bien avancée. C'est ainsi que bien des argumentations se sont servies de la proposition contraire : le capitalisme et le socialisme contrôlé fournissent les meilleurs systèmes pour le développement d'une économie sous-développée. Pourtant, cette proposition est totalement fautive, au moins pour une économie surpeuplée.

Il est donc clair que l'intuition qui a conduit les agrariens à la double négation — pas de capitalisme, pas de socialisme — a été étonnamment correcte. Mais quel est alors le schéma théorique de la doctrine agrarienne ? Etant donné que les agrariens ne se sont pas souciés d'un schéma théorique, on ne peut qu'essayer une rationalisation *ex post* et, de ce fait, accepter les risques d'une fautive interprétation de leur propre logique.

Une forme nouvelle du système féodal

Les arguments présentés dans cet article conduisent inéluctablement à cette conclusion : le schéma agrarien n'est que la formule féodale sous une nouvelle forme. Comme nous l'avons déjà expliqué, le capitalisme a pénétré en Europe orientale non pas comme une phase naturelle du développement économique, mais comme le résultat d'une contamination culturelle. A la lumière de la dynamique économique et de la théorie du « confort objectif », il n'y a pas de doute que ce fut un mouvement à rebours. Car le système féodal fut ainsi disloqué bien avant que les diverses économies en cause eussent la chance d'entrer dans la phase du calvaire du capitalisme, laquelle constitue la première étape normale vers un état avancé de développement économique. Seul un système pratiquant la dîme peut aider une économie surpeuplée à franchir cette étape de manière efficace.

Mais du point de vue marxiste, la disparition prématurée du féodalisme fut un pas dans la bonne direction puisque cette disparition accomplissait à l'avance ce qui devait inévitablement arriver — point de vue probablement partagé aussi par la plupart des économistes « classiques ». Cependant, dans l'idéologie agrarienne nous pouvons reconnaître une position différente et beaucoup plus fidèle à l'esprit Hégélien. C'est l'idée qu'aucune phase du développement économique ne peut être omise. En particulier, le féodalisme ne peut disparaître avant d'avoir complètement achevé sa tâche. S'il est disloqué par des moyens artificiels, il reviendra sous une forme ou une autre. Dans une telle situation, la seule attitude logique est de planifier rationnellement la continuation du féodalisme de manière à le faire fonctionner encore mieux. La politique des réformes agraires radicales dans les pays surpeuplés — par laquelle le chef de chaque famille paysanne

est transformé en entrepreneur féodal — répond précisément à cette logique (43).

Une question très intéressante se pose à ce moment : laquelle des deux théories hégéliennes — l'agrarienne ou la marxiste — est vérifiée par l'histoire ? La réponse doit être cherchée dans ce qui arriva dans les pays surpeuplés après la prise du pouvoir par le parti communiste. Malheureusement, nos connaissances sur les événements ultérieurs sont très incomplètes. Étant donné que la formule de la productivité marginale ne peut pas avoir de succès dans une économie surpeuplée, nous pouvons supposer de bonne foi qu'aucun régime communiste ne l'a employée dans un tel pays. Et si ces régimes ont employé une formule équivalente au système de la dîme, les agrariens sont pleinement vengés. Il est concevable que, dans un régime communiste, la distribution du revenu entre le gouvernement et les groupes « ouvriers » suive une autre formule. « De chacun selon sa capacité et à chacun selon ses besoins » n'a sûrement aucune valeur opérationnelle. Nous ne pourrions répondre complètement à cette question que lorsque l'on nous aurait appris le schéma théorique de cette formule nouvelle en termes concrets : productivité de travail et offre de main-d'œuvre.

Le féodalisme et l'histoire

Heureusement, l'histoire nous fournit assez d'exemples qui peuvent servir de preuves et contre-preuves de l'impact du capitalisme. Les conséquences de la décadence prématurée de la formule féodale sont fort bien illustrées par la situation économique du paysan russe ou roumain, laquelle se détériora, en termes relatifs, au cours des cent ans qui précédèrent la première guerre mondiale. Ainsi que le montrent les fréquentes jacqueries paysannes, dont quelques-unes d'une intensité exceptionnelle, les quelques timides réformes agraires ne furent pas en état d'améliorer la situation de ces paysans. Pour la contre-preuve nous avons l'exemple de la Hongrie, le bastion bien connu du féodalisme. En comparaison avec ses voisins affligés aussi de surpopulation, la Hongrie s'est distinguée par un sort meilleur réservé aux paysans dans la plupart des provinces et par un sensible développement économique des autres secteurs. Cette différence peut, en grande partie, être attribuée au fait que le magnat hongrois ne capitula pas devant la formule capitaliste ainsi que l'avaient fait sur une

(43) Engels a reconnu implicitement le mérite du féodalisme dans une lettre écrite en 1822 (*Correspondance*, p. 501) où il déclarait qu'« une révolution agraire en Russie ruinerait du même coup et le propriétaire et le petit paysan ». Mais certainement Engels ignorait que la majorité des propriétaires avaient depuis longtemps cessé de suivre la formule féodale.

grande échelle ceux de Pologne ou de Roumanie (44). Les apologistes du caractère paternel du féodalisme hongrois ont employé pour la plupart des arguments *pro domo sua*, qui n'étaient pourtant pas complètement dépourvus de fondement. La paisible permanence du système féodal jusqu'en 1945 où elle fut brutalement interrompue par des forces extra-économiques, constitue une autre preuve du succès de ce système. Mais, précisément à cause du progrès qu'il a entraîné, le féodalisme hongrois avait, bien avant 1945, cessé d'être une formule économique nécessaire.

L'échelle optima

L'intuition assez surprenante des agrariens leur fit pourtant défaut sur un point important. Ils ne se sont pas rendus compte du fait que pour obtenir le produit maximum d'un ensemble donné de ressources, l'unité de production doit avoir l'échelle optimale. Par conséquent, ils n'ont pas pu prévoir le danger qu'il y a à déterminer l'échelle de la propriété paysanne avec des critères extra-économiques. Le principe « un lopin de terre pour chaque famille paysanne » a conduit naturellement à une échelle trop petite de l'unité de production. Ceci empêcha la cristallisation du capital sous sa forme la plus efficace, compte tenu des facteurs de production existants et des techniques disponibles. Un symptôme certain de cette situation fut un équipement agricole excessif. En Roumanie, par exemple, avant la réforme radicale de 1918, il y avait une charrue pour 10,5 hectares ; après la réforme, il y a eu une charrue pour 6,1 hectares [17] (45). Les agrariens découvrirent leur erreur seulement *post partum*. Il était déjà trop tard : en Europe orientale au moins, les événements historiques de la décennie de 1930 ont empêché les partis agrariens de reprendre le pouvoir politique.

Les faits que nous venons de mentionner ne justifient pas les préjugés des gouvernements stalinis-

(44) La libération rapide du joug économique étranger est certainement un autre facteur important de cette différence. Toutefois, l'exploitation des minorités nationales — pour laquelle il n'y a pas d'exemple plus fameux que celui de la Hongrie — ne pouvait pas constituer un élément trop important du moment que même le sort de ces minorités fut amélioré dans une certaine mesure. On doit aussi remarquer que, jusqu'au partage de 1918, la Hongrie avait une densité agricole toute aussi grande que la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie ou la Bulgarie, ainsi qu'on peut le constater sur la carte de Moore ([38] p. 73).

(45) Les cas de formes inefficaces de capital étaient plutôt fréquentes. Pour en mentionner encore un : les vaches représentaient moins de 70 % du cheptel bovin, conséquence du fait que chaque paysan avait besoin d'une paire de bœufs de trait et que peu de paysans pouvaient se permettre de nourrir plus de deux bêtes.

tes en faveur des grandes fermes du type nord-américain, complètement mécanisées. L'erreur de ce préjugé, exactement opposée, entraîne une échelle de l'unité de production bien plus grande que l'échelle optimale compatible avec la surpopulation et, par conséquent, un emploi inefficace de la main-d'œuvre ([53] p. 169) (46).

L'emploi du travail

Si pauvres théoriciens qu'ils fussent, les agrariens n'ont jamais perdu de vue le plus élémentaire principe du développement économique : à moins d'une raison majeure, aucun facteur de production ne doit rester sans emploi. Selon ce principe, l'emploi du travail dans les économies surpeuplées pourrait aller même jusqu'au point où sa productivité marginale est égale à zéro. Du point de vue de l'économie du « bien-être objectif », il est impératif de s'accrocher à ce principe. Cependant, peut-on toujours s'y conformer dans la pratique ? Une petite ferme, un petit atelier peuvent être facilement dirigés par une famille ou par une vraie coopérative, donc selon la formule féodale. D'autre part, bien des articles courants ne peuvent être produits que par de grandes fabriques. Et les grandes unités de production, exigeant de nombreux employés sans autres liens entre eux que le fait de travailler ensemble, se prêtent peu, ou pas du tout, à la formule féodale. Il est difficile d'imaginer comment le chef d'une telle entreprise pourrait employer la main-d'œuvre au-delà du point où sa productivité marginale est égale au taux des salaires ; et serait-il aussi en mesure de démontrer l'efficacité de son administration par les chiffres de sa comptabilité ? Une fois accepté le principe qu'un travailleur peut gagner plus que sa contribution à la production globale, il devient impossible de savoir si chacun travaille consciencieusement. Dans la communauté close et serrée du village, ces problèmes sont facilement résolus par l'existence des coutumes culturelles selon lesquelles l'oisiveté est un péché de premier ordre (47). Dans le village, l'industriel n'a pas besoin de comptabilité pour être reconnu comme tel.

Quelque grande que soit la difficulté de concilier les exigences de la technologie moderne avec le principe fondamental de l'économie du bien-être général, nous n'avons pas de raisons pour jeter ce dernier principe par dessus bord. Dans tout pays surpeuplé, de nombreux secteurs, par leur nature ou

par tradition, permettent que le travail soit utilisé selon la formule féodale. Presque partout l'agriculture se trouve dans cette catégorie (48). C'est de la mauvaise économie que de changer la structure de production de ce secteur à cause d'une malencontreuse fièvre de développement. Personne ne conteste que les institutions paysannes et l'industrie moderne ne vont pas ensemble, mais ce serait une très grave erreur de sacrifier toutes ces institutions pour une telle vérité. Si un bouc émissaire doit être trouvé pour l'échec des formules économiques, on devrait en chercher un moins coûteux. Nombre de ces institutions traditionnelles seront encore utiles pour assurer le produit maximum dans chaque secteur sur lequel doit s'appuyer le développement économique. D'ailleurs, l'iconoclaste pourrait vivre assez longtemps pour regretter son empressement, car nous ne serions nullement surpris si la lutte des régimes communistes contre l'esprit bourgeois [41 bis] ne visait en réalité qu'à créer un « homme socialiste » ayant un comportement du même type que celui du paysan.

Les processus du développement économique

Supposer qu'un processus aidant à progresser les économies avancées, convient également à une économie surpeuplée, est une extrapolation sans fondement. Pourtant la littérature de plus en plus abondante, consacrée au développement économique, est pleine de telles extrapolations. L'exemple le plus évident est probablement l'appel au principe de la productivité marginale lors de la formulation d'une politique économique à l'intention des pays sous-développés (49). La plupart de ces économies sont affligées aussi de surpopulation. La coexistence d'entreprises opérant selon la formule féodale, et d'entreprises administrées selon les principes capi-

(48) En détruisant complètement les propriétés paysannes et en les remplaçant par des kolkhoses contrôlés par la comptabilité, le Stalinisme fit certainement une mauvaise affaire avec le principe fondamental du *welfare*. Une vraie forme coopérative de production par unités de grandeur optimale avec la possession du produit et une dîme payée en espèce au gouvernement constituerait de loin la meilleure solution du *welfare*. Le Tитоisme semble avoir reconnu l'erreur stalinienne au moment où il renonça de fait à la collectivisation.

(49) A cause de la grande importance dans les affaires internationales de la question des pays sous-développés, les conséquences de ces extrapolations pourraient dépasser de beaucoup celles des simples licences académiques, surtout lorsqu'elles émanent de la haute autorité que constituent les Nations Unies. Dans *Mesures for the Economic Development of Under-Developed Countries* (New-York, 1951), p. 49, les économistes de l'ONU recommandent avec insistance l'utilisation du principe de la productivité marginale qui -- à leur regret -- « est souvent ignoré dans la pratique ».

(46) Calvin B. Hoover [21] nous rapporte qu'en URSS il a visité des fermes ayant dix fois plus de travailleurs et deux fois plus de machines agricoles qu'une ferme d'une étendue égale aux Etats-Unis.

(47) Certaines communautés primitives [48] tenaient le travail en si haute estime qu'elles produisaient plus que le nécessaire et détruisaient ensuite le surplus [48].

talistes, est un trait flagrant des pays surpeuplés. Dans des circonstances analogues, les lignes des prix ne sont pas tangentes aux isoquantes de tous les secteurs productifs et, par conséquent, les isoquantes mêmes ne sont pas tangentes l'une à l'autre. On le voit facilement à l'aide de la figure 5b qui représente une économie où X_1 est produit selon la formule féodale et X_2 selon les principes capitalistes (50). La ligne des prix PP est tangente au point M' seulement à l'isoquante de X_2 (il n'y a que les ouvriers de X_2 qui reçoivent des salaires). Bien entendu, M' ne satisfait pas à la condition élémentaire du « bien-être objectif ». Toutefois, la raison n'en est pas que le produit national est certainement plus grand au point M'' qu'au point M' , mais que le bien-être optimum est représenté par M où l'emploi de main-d'œuvre est maximum (fig. 5a). Le fait important est que ni M ni M'' ne peuvent être atteints si l'industrie X_2 fonctionne suivant la formule capitaliste, car, dans les deux situations, la productivité marginale du travail tombe au-dessous du minimum de subsistance.

De plus, la ligne des prix peut très bien ne pas être tangente même à l'isoquante X_2 . Par contraste avec ce qui se passa en occident pendant la première phase de l'industrialisation, les villes des pays surpeuplés acquièrent des dimensions pathologiques à la suite de l'immigration continue de population rurale. L'exode rural apporta dans ces villes non seulement un énorme excès de main-d'œuvre, mais aussi le germe de l'esprit économique féodal dont presque aucun secteur ne put rester indemne. La pression sociale de ceux qui continuellement cherchent un emploi pour leur loisir « sans valeur », peut devenir irrésistible. Même le plus convaincu des entrepreneurs « marginalistes » doit céder et engager plus de gens que ses propres principes ne l'y obligeraient. Dans ces circonstances, les prix courants des facteurs des produits pourraient être proportionnels à n'importe quoi, sauf aux productivités marginales correspondantes. Calculer l'équivalent monétaire de la productivité marginale d'un investissement sur la base des prix courants, n'a aucun sens. Les critères de la priorité des investissements basés sur les résultats d'un tel calcul sont

(50) Ce schéma n'est pas une simple élaboration théorique. Il correspond en réalité aux économies avec une population agricole dense vivant sur de petites fermes familiales et avec une industrie plus ou moins dirigée suivant la formule capitaliste. La Bulgarie, la Roumanie et la Yougoslavie — pour ne citer que des cas que nous avons connus de très près — étaient précisément dans cette situation avant l'arrivée du communisme. (Et c'est justement parce que l'agriculture se prête facilement à la formule féodale que « trop de fermiers » est un phénomène général plutôt qu'un trait particulier des économies surpeuplées.)

donc sans aucun fondement (51). Pis encore, de tels critères indiquent exactement la mauvaise direction. En effet, excepté la correction pour les économies externes Marshalliennes, ces critères sont identiques à ceux employés par les capitaines d'industrie. Et le résultat de l'investissement privé est un paradoxe bien connu : quoique les techniques « actives » (« labor intensive ») soient les seules indiquées pour les pays surpeuplés, les industries développées dans ces pays ont généralement employé beaucoup de capital (« capital intensive »). L'explication est immédiate : dans un pays surpeuplé, les rapports entre le taux des salaires et le prix des autres facteurs sont supérieurs aux rapports entre les productivités marginales correspondantes.

Développement économique ne signifie pas seulement pure croissance ; cela signifie en premier lieu un processus qui engendre de la croissance. Dans une économie surpeuplée, investir dans des industries intensives par le capital est certainement une faute, non parce qu'un tel investissement ne peut produire une croissance — car généralement il le fait — mais parce que ces industries ne soutiennent pas le phénomène de la croissance continue. La capacité de soutenir une telle croissance est le seul critère valable pour les investissements dans les pays sous-développés. Les principes de la productivité marginale reflètent mal, ou pas du tout, ce critère. Même pour un régime capitaliste, tout ce qu'ils peuvent expliquer est la distribution du revenu national à travers l'allocation des ressources.

La voie suivie par l'occident dans son développement économique peut nous aider à trouver une politique adaptée aux économies arriérées, elle ne peut être un exemple. En effet, les opportunités qui se sont présentées à l'occident à diverses époques de son histoire ne peuvent être reproduites. Il n'est pas nécessaire d'examiner ici à nouveau la différence essentielle entre les processus historique et dynamique. Mais au fond, la raison de l'opposition entre marxistes et agrariens a été justement cette différence. Pouvons-nous, en tant qu'« économistes classiques », tirer la leçon de cette opposition ?

Mise au point (1966)

Depuis la publication de cet essai en 1960, l'importance du surplus de main-d'œuvre par rapport aux autres ressources dans une économie sous-développée, et surtout dans une économie dont un large secteur agricole est surpeuplé, a été reconnue

(51) Pour les critères des investissements basés sur la productivité marginale, voir A.E. Kahn [24] entre autres. Puisque ces critères sont endossés par certains économistes attachés aux divers organismes pour le développement économique, on peut déduire que ces critères sont utilisés comme lignes de conduite pour la politique économique.

par un nombre croissant d'économistes classiques. Des principes aussi durables et amplement manifestés que ceux analysés dans mon essai ne peuvent être ignorés ou niés définitivement. La meilleure preuve en est que l'année dernière deux éminents économistes de la Russie Soviétique et de la Pologne les ont reconnus comme tels. Ces porte-paroles de la plus « pure » doctrine marxiste, ont reconnu implicitement que les agrariens — toujours combattus avec acharnement et profondément méprisés par les marxistes — avaient, après tout, raison. Cette reconnaissance extraordinaire ne prit pas la forme d'une discussion purement académique, mais celle d'une justification de certains aspects vitaux de la politique économique agricole de la Russie Soviétique et de la Pologne. Le but de cette mise au point est d'attirer l'attention du lecteur sur ce développement très significatif (52).

Un premier article par M. G. Shmelev [45] traite du « Rôle économique de la ferme auxiliaire privée ». L'auteur commence par admettre que dans l'économie soviétique : « la production sociale des fermes collectives ou de l'Etat n'a pas encore atteint un niveau élevé et les besoins de la population de produits alimentaires ne sont pas encore pleinement satisfaits. Une source additionnelle d'aliments est fournie par les fermes auxiliaires privées des membres des fermes collectives ». Les données citées à l'appui sont impressionnantes : en 1963, la production végétale de ces petits lots cultivés comme entreprises privées représentait 24 % du produit national, la production animale, 46 %. Et puisque l'article de M. Shmelev a paru dans les annales de l'Académie Soviétique, il est hors de doute que nous y trouvons le point de vue officiel actuel. « Les restrictions sans fondement concernant les fermes auxiliaires [qui dans le passé] ont non seulement ralenti le progrès du bien-être des agriculteurs dans les villages, mais ont aussi nui au développement de l'économie sociale... sont aujourd'hui abrogées » (p. 30 et suivantes).

On ne peut encore s'attendre à ce qu'un économiste soviétique traite librement une question aussi cruciale que celle-ci : pourquoi une partie de la terre doit-elle être destinée aux fermes privées, si la production agricole est insuffisante, et si les fermes collectives représentent — ainsi que le proclame le dogme marxiste officiel — le meilleur mode de production ? Pour cette raison, chaque détail de la communication de M. Shmelev a son importance. Selon l'auteur, les données statistiques officielles

soviétiques révèlent que « dans les fermes auxiliaires la production est plus intensive [et que] leurs produits dépassent en qualité ceux des fermes collectives ». Vues sous l'angle de la production nationale, les fermes auxiliaires fournissent le moyen d'employer le temps libre des agriculteurs ; ainsi le travail qu'on y dépense ne doit pas être regardé « comme du travail gaspillé, mais au contraire comme un profit résultant d'une production augmentée ». Maints économistes — et surtout les nombreux avocats du développement économique par le seul moyen de l'industrialisation — seront certainement étonnés par une déclaration de M. Shmelev : « On ne peut pas s'attendre à ce que la transformation des fermes privées en production sociale puisse avoir lieu dans un proche avenir. Les conditions préalables pour la disparition des entreprises auxiliaires surgiront seulement quand le profit de la production sociale aura dépassé celui des fermes privées. *L'augmentation du profit de la production sociale dépendra à son tour de la nature du développement du secteur agricole* » (p. 29).

Ces mêmes points sont cernés de plus près dans l'argumentation magnifiquement conduite par le Professeur J. Tepicht (de l'Institut d'Economie Agricole de Varsovie) dans son travail : « Problèmes de la restructuration agricole à la lumière de l'expérience d'un des pays socialistes », présenté à la réunion de l'Association Economique Internationale à Rome en 1965. Avec une perspicacité qui contraste avec les analyses peu inspirées des économistes agricoles de l'école classique, M. Tepicht définit l'économie paysanne comme une catégorie socio-économique caractérisée par « la subordination du sort de chaque individu à l'intérêt général de l'unité familiale et vice-versa ». Dans une pareille économie, « l'apport de chaque membre de la famille reste anonyme [et] le revenu collectif est à la disposition de la famille entière ». Sans doute, cette formule est-elle moins saisissante que ma propre description de l'économie paysanne comme une économie qui ne connaît pas le salaire et dans laquelle les intérêts de tous les membres de la *communauté* sont cimentés par des liens culturels. M. Tepicht perçoit cependant clairement un point très important, à savoir, que l'économie paysanne fait preuve d'une « viabilité étonnante » due en premier lieu à sa « capacité de souffrir » des vicissitudes économiques. C'est pour cela que « l'économie paysanne est une catégorie valable d'une des formes historiques d'organisation de la société humaine ». Etant donnée la thèse marxiste bien connue concernant les paysans, une pareille déclaration faite par un économiste marxiste est plus que surprenante. Cependant, elle tient une place parfaitement logique dans l'argumentation de M. Tepicht qui, au fond, s'intéresse à la politique économique de la Pologne vis-à-vis de son héritage paysan. Car « la Pologne offre un exemple instructif d'adaptation d'une [éco-

(52) Dans ce qui suit, les traductions du russe sont celles de mon traducteur. Quant au travail du Professeur Tepicht, les citations ont été tirées du texte anglais tel qu'il a été distribué pendant la réunion de l'Association Economique Internationale à Rome (1965).

nomie] agricole paysanne à la structure de son milieu ». C'est dire que l'économie paysanne joue un rôle important en Pologne socialiste.

M. Tepicht soutient que le facteur responsable de la persistance des économies paysannes dans le monde entier est « la faible possibilité de la [population agricole] de se transférer à d'autres champs d'activité » ; à son tour, ceci n'est qu'une conséquence du bas niveau du développement économique des secteurs non-agricoles. Cet argument, certainement correct, est toutefois incomplet. Car s'il était complet, même en dehors des Etats-Unis, comment pourrait-on expliquer la persistance de l'économie paysanne — ainsi qu'elle est définie par M. Tepicht lui-même — en Allemagne, au Danemark ou en France ? Selon toute apparence, M. Tepicht ne veut pas se laisser entraîner par le problème de la population et, par conséquent, passe sous silence le fait étrange que, dans les temps modernes, les économies où prédomine l'agriculture paysanne, sont en général surpeuplées par rapport à l'étendue de la terre. Dans un essai [19], j'ai tenté d'expliquer pourquoi les sociétés paysannes non seulement montrent le désir d'avoir des familles nombreuses, mais sont également capables de devenir surpeuplées par rapport à l'étendue de la terre.

Cependant, M. Tepicht arrive à une interprétation juste du taux occupationnel élevé dans les pays possédant une économie paysanne étendue : c'est « un signe de l'utilisation régulière de la *main-d'œuvre marginale* qui s'ajoute d'une manière dégressive, quoique déguisée, au revenu agricole total de la famille ». Sans aucun doute, par *travail marginal* M. Tepicht ne peut entendre que le surplus de main-d'œuvre à partir du point où la productivité marginale du travail est égale au taux du salaire dans une économie où les prix sont déterminés par les lois marginales. Ainsi M. Tepicht reconnaît le mérite de l'économie paysanne même dans un pays socialiste comme la Pologne. Ce mérite dérive du fait que l'entreprise agricole *familiale* offre au surplus de population une opportunité immédiate de créer un revenu additionnel au lieu de rester oisif. Le rappel qu'en Pologne socialiste « moins de 10 % des familles paysannes [représentant un peu plus de 10 % de l'étendue des terres arables] furent organisées en fermes collectives », n'est qu'un simple mais intéressant détail, car M. Tepicht ne recule pas devant les conclusions de son raisonnement : « Dans un grand nombre de pays du « Tiers-Monde », il est nécessaire d'ouvrir la voie de l'expansion, *parfois même de stimuler la création d'une agriculture paysanne* et ne pas éluder

la question en bavardant sur un collectivisme primitif ou en bornant notre attention sur ces îlots d'agriculture ultra-moderne qui méritent d'être conservés par tout nouveau régime social. »

Quant aux recommandations positives, M. Tepicht insiste — d'une manière bien plus précise que M. Shmelev — sur la nécessité d'essayer « d'obtenir toute l'augmentation possible de la productivité sociale de l'agriculture en général, plutôt que de la productivité maxima d'un nombre restreint de [grandes] entreprises ». En effet, seules les entreprises calquées sur l'expérience américaine peuvent réunir les techniques les plus avancées ; mais de pareilles entreprises nécessitent de très gros investissements et — ce point est ignoré par M. Tepicht — des ressources naturelles assez considérables par tête d'habitant. « Mais aussi longtemps que le niveau général du développement économique rend impossible la désagglomération du secteur rural, ou *aussi longtemps que d'autres éléments socio-économiques exigent la continuation d'une agriculture paysanne*, la priorité doit être accordée à d'autres facteurs d'efficacité. » Dans ce cas-ci, « un mélange du passé avec l'avenir [doit] constituer la règle, avec une prépondérance de plus en plus grande de l'avenir ».

Au cours de son argumentation, M. Tepicht nous informe aussi qu'une étude du rendement par hectare et par famille dans les fermes collectives et paysannes exploitées « dans des conditions similaires et situées dans la même région » a laissé voir que les dernières sont tout aussi efficaces. Si l'on tient également compte du fait que la qualité de la production des fermes paysannes est supérieure à celle des fermes collectives, ce dernier renseignement complique énormément les choses et, par conséquent, renverse en partie la position de M. Tepicht aussi bien que celle de M. Shmelev sur la nécessité de tolérer, temporairement seulement, les fermes privées. Car si l'agriculture paysanne est, dans l'ensemble au moins, aussi efficace que celle des fermes collectives, alors ce sont les fermes collectives qui, en fin de compte, sont tolérées. En outre, étant donné que les fermes collectives emploient les techniques les plus avancées, pourquoi ne sont-elles pas supérieures aux fermes paysannes ? Le mystère doit être éclairci et le problème agraire réexaminé à cette nouvelle lumière.

Pour conclure, citons la déclaration par laquelle M. Tepicht termine son article : « La morale de cette étude est un appel en faveur des comparaisons [impartiales] dont nous avons essayé de montrer les avantages. Espérons que cet appel sera entendu. »

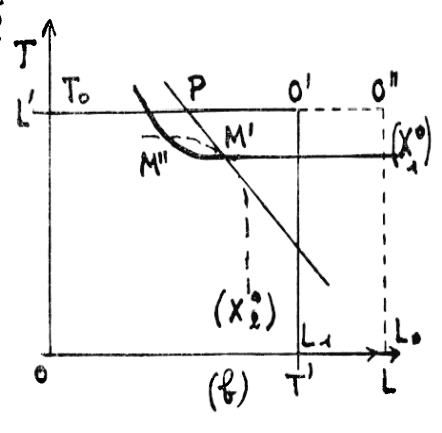
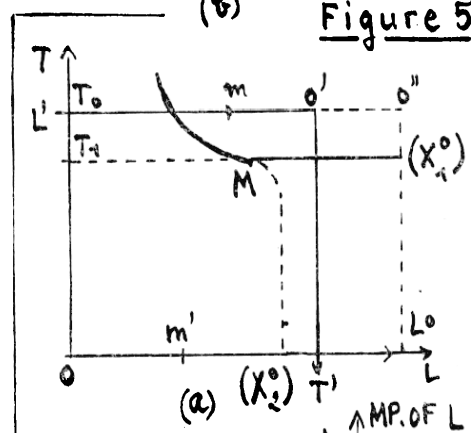
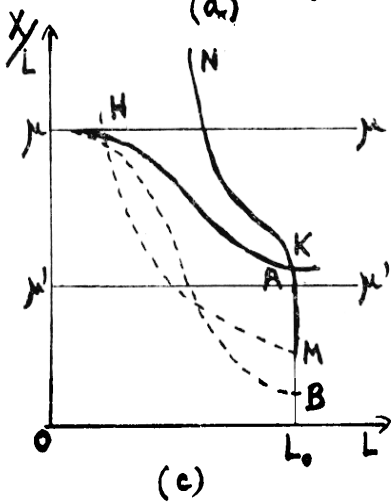
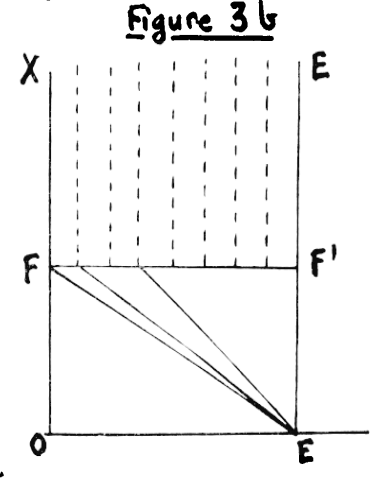
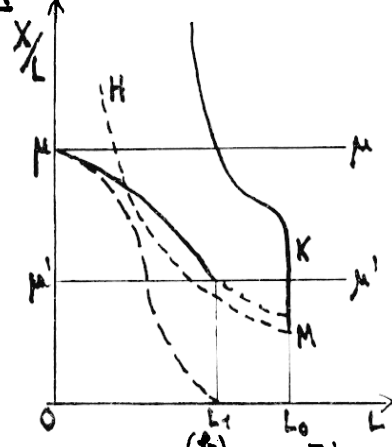
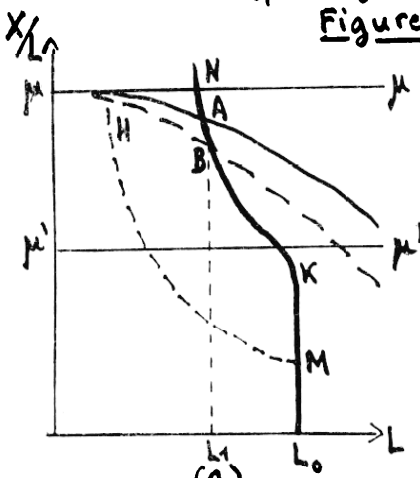
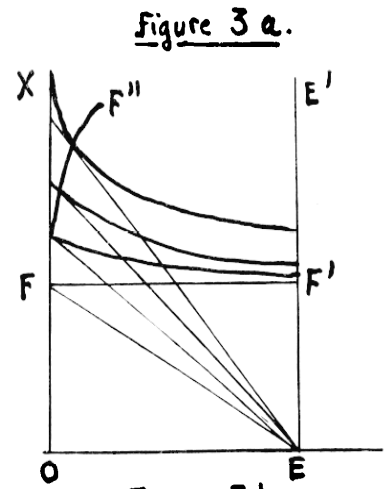
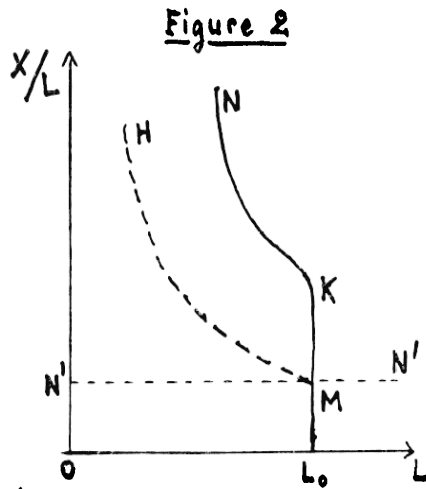
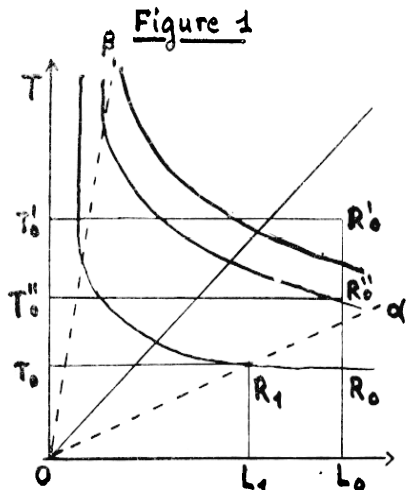
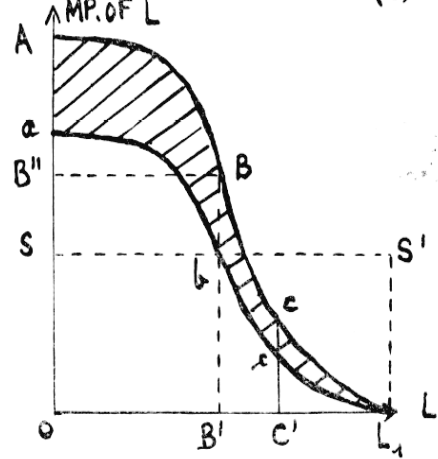


Figure 6



BIBLIOGRAPHIE

- [1] Anonyme. — An Inquiry into Those Principles Respecting the Nature of Demand - Londres, 1821. (Cité par K. Marx : Capital, vol. I, ch. XXIV, p. 653).
- [2] ARROW (K.J.), DEBREU (G.). — Existence of Equilibrium for a Competitive Economy - *Econometrica*, XXII, 1954, pp. 266-270.
- [3] BARONE (E.). — Il ministro della produzione nello stato collettivista - *Giornale degli Economisti*, 1908 ; et *Collectivist Economic Planning*, F. A. von Hayek, Londres, 1935. pp. 245-290.
- [4] BLACK (J.D.). — Discussion - *Proceedings of the Fifth International Conference of Agricultural Economists*, Londres, 1939, pp. 86-87.
- [5] BOHR (N.). — Atomic Physics and Human Knowledge - New-York, 1938, pp. 40 et suivantes.
- [6] BRESHKOVSKAIA (K.). — Hidden Springs of the Russian Revolution - Stanford, 1931.
- [7] CHENERY (H. B.). — The Application of Investment Criteria - *Quarterly Journal of Economics*, LXV, 1953, pp. 75-96.
- [8] CHILDE (V.G.). — Social Evolution - New-York, 1951, p. 22.
- [9] CLARK (J.M.). — Economic Theory in an Era of Social Readjustment - *American Economic Review*, IX, 1919, suppl., p. 288.
- [10] DELEWSKI (J.). — Les idées des « narodniki » russes - *Revue d'Economie Politique*, 1921, pp. 432-462.
- [11] ECCARIUS (J. G.). — Eines Arbeiters Widerlegung der national oekonomischen Lehren John Stuart Mills - Zurich, 1868.
- [12] ENCICLOPEDIA ROMANIEI - Bucarest, 1939.
- [13] ENGELS (F.). — Préface de l'ouvrage de Karl Marx : *Le Capital*.
- [14] FISHER (I.). — *Mathematical Investigations in the Theory of Value and Prices* - New Haven, 1925, p. 11.
- [15] FONER (Ph. S.). — *History of the Labour Movement in the United States* - New-York, 1947, p. 218.
- [16] GATTI (G.). — *Le socialisme et l'agriculture* - Paris, 1902.
- [17] GEORGESCU-ROEGEN (N.). — *Inventarul Agricol - Enciclopedia României*, III.
- [18] GEORGESCU-ROEGEN (N.). — Limitationality, Limitativeness, and Economic Equilibrium - *Proceedings of the Second Symposium in Linear Programming*. - Washington, D.C., 1955.
- [19] GEORGESCU-ROEGEN (N.). — The Institutionnal Aspects of Peasant Economics : A Historical and Analytical Review - *Proceedings of the Agricultural Development Council Seminar on Subsistence and Peasant Economies*. C.R. Wharton, Honolulu, mars 1965.
- [20] GUNTON (G.). — *Wealth and Progress* - New-York, 1887, pp. 250 et suivantes.
- [21] HOOVER (C.B.). — *The Economic Life of Soviet Russia* - New-York, 1932, p. 88.
- [22] HUBBARD (L. E.). — *The Economics of Soviet Agriculture* - Londres, 1939, pp. 59-65.
- [23] JOHNSTON (F.). — *Agricultural Productivity and Economic Development in Japan* - *Journal of Political Economy*, LIX, 1951, p. 498.
- [24] KAHN (A. E.). — *Investment Criteria in Development Programs* - *Quarterly Journal of Economics*, LXV, 1951, pp. 36-61.
- [25] KAUTSKY (K.). — *La question agraire* - Paris, 1900 ; et édition allemande, *Die Agrarfrage*, Stuttgart, 1899.
- [26] KAUTSKY (K.). — *The Economic Doctrines of Karl Marx* - New-York, 1936.
- [27] KUZNETS (S.). — *Long-term Changes in the National Income of the United States of America since 1870 - Income and Wealth, Series II*, S. Kuznets éd., Cambridge, 1952, pp. 63 et suivantes.
- [28] LEIBENSTEIN (H.). — *The Theory of Underemployment in Backward Economies* - *Journal of Political Economy*, LXV, 1957, p. 103.
- [29] LENINE (V.). — *Selected Works* - Moscou, 1934-1939, vol. XII, p. 13.
- [30] LEWIS (W.A.). — *Economic Development with Unlimited Supply of Labour* - *The Manchester School*, XXII, 1954, p. 145.
- [31] LUXEMBURG (R.). — *The Accumulation of Capital* - Londres, 1959, pp. 271-291.
- [32] MAC CARTHY (T.). — Préface de l'ouvrage de Karl Marx : *A history of Economic Theories*, New-York, 1952.
- [33] MADGEARU (V.). — *Evolutia economiei românești după războiul mondial* - Bucarest, 1940, p. 49.
- [34] MARX (K.). — *A Contribution to the Critique of Political Economy* - Chicago, 1904.
- [35] MARX (K.). — *Capital* - Chicago, 1906.
- [36] MARX (K.) et ENGELS (F.). — *Correspondance 1846-1895* - Dona Torr, New-York, 1935.
- [36 bis] *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés* - Nations Unies, New-York, 1955, p. 141.
- [37] MITRANY (D.). — *Marx against the Peasant* - University of North-Carolina Press, 1951.
- [38] MOORE (W. E.). — *Economic Demography of Eastern and Southern Europe* - Genève, 1945, chap. III.

- [39] NARDI (G. di). — Criteri e Indicatori per la scelta degli investimenti - *Rassegna Economica*, juillet 1957.
- [40] PARETO (V.). — *Manuel d'économie politique* - Paris, 1927, p. 62.
- [41] QUESNAY (F.). — *Œuvres économiques et philosophiques* - Aug. Oncken, Paris, 1888, p. 248-354.
- [41 bis] Résolution du Congrès général des Ouvriers Russes de 1931 - Report of the Ad Hoc Committee on Forced Labour. - Nations Unies, O.I.T., Genève, 1953, pp. 456 et suivantes.
- [42] ROBERTS (L. H.). — *Rumania* - New Haven, 1951, pp. 142 et suivantes.
- [43] SCHULTZ (Th. W.). — *The Economic Test in Latin America*. School of Industrial and Labour Relation, Bulletin 35, New-York, août 1956, p. 15.
- [44] SCHULTZ (Th. W.). — *The Role of Government in Promoting Economic Growth - The State of the Social Sciences*. L. D. White, Chicago, 1956, p. 375-376.
- [45] SHMELEV (M. G.). — *Ekonomicheskaia rol' podsobnogo khoziaistva - Voprosy ekonomiki ezheimesiachnyi zhurnal*. Akademia nauk SSSR. Institut ekonomiki, n° 4, avril 1965, pp. 27-37.
- [46] SPENGLER (O.). — *The Decline of the West* - New-York, 1928.
- [47] SWEEZY (P. M.). — *The Theory of Capitalist Development* - New-York, 1943, p. 207.
- [48] THURNWALD (R.). — *Economics in Primitive Communities* - Londres, 1932, p. 209.
- [49] TSCHAJANOV (A.). — *Die Lehre von der bäuerlichen Wirtschaft : Versuch einer Theorie der Familienwirtschaft im Landbau* - Berlin, 1932, p. 130-131.
- [50] VEBLÉN (Th.). — *The Place of Science in Modern Civilization* - New-York, 1919, pp. 450 et suivantes.
- [51] WALD (A.). — *On the System of Equations of Mathematical Economics* - *Econometrica*, XIX, 1951, pp. 368-403.
- [52] WALRAS (L.). — *Elements of Pure Economics* - Londres, 1954, pp. 215-379.
- [53] WARRINER (D.). — *Economics of Peasant Farming* - Londres, 1939, pp. 65-69.
- [54] WOYTINSKY (W. S.) et alii. — *Employment and Wages in the United States*, New-York, 1956, p. 98.
- [55] WOYTINSKY (W.S.), WOYTINSKY (E. S.). — *World Population and Production* - New-York, 1953, pp. 307-435.